

Revue de presse drogues du 1er au 31 mai 2012

Sources principales : Libération, le Monde.fr, Courrier International, sites Asud, AFR, Drugnews/Les Inrocks, Rue89, Blog « Civiliser les Drogues », Lettre de la MILDT.

- POLITIQUE PUBLIQUE – INTERNATIONAL : Pour la présidente du Costa-Rica, Laura Chinchilla, « La guerre contre la drogue n'est pas une solution »
- POLITIQUE PUBLIQUE – FRANCE : Célébrant les trente ans de la MILDT, Etienne Apaire vantait début mai les qualités de « continuité », d'« équilibre » et d'exemplarité de la politique des drogues de la France depuis 30 ans (« une politique généreuse de promotion de la liberté et de réduction des dépendances ») ; Le 12 mai, la « Marche mondiale du cannabis 2012 » réunissait des centaines de manifestants autour de la dépénalisation de la consommation de cannabis, de la régulation de sa production et de l'autorisation de son usage thérapeutique ; Bruits de couloir et inquiétude, mi-mai, autour du remplacement d'Etienne Apaire à la tête de la MILDT (mais rien n'est encore fait) ; Les résultats de l'enquête ESPAD 2011 (cf. rubrique « Consommation ») relancent le débat autour de la politique française des drogues, marquée depuis dix ans par l'option répressive ; Une tribune signée Jean-Michel Costes, Jean-Pierre Couteron, François Paille et Michel Reynaud dessine une autre politique des drogues possible « pour la jeunesse du XXI^e siècle »
- CONSOMMATION : Les premiers résultats de l'enquête ESPAD, consacrée aux usages de substances psychoactives des adolescents de 15-16 ans scolarisés dans 36 pays européens¹ étaient publiés fin mai : en France les consommations d'alcool et de tabac sont en hausse dans cette tranche d'âge, les jeunes Français sont les premiers usagers de cannabis au niveau européen (usage récent) et ils se situent au 2^e rang pour l'expérimentation des autres produits illicites. Ces données ont suscité de nombreuses réactions, mêlant critique de la politique menée depuis dix ans et interpellations de François Hollande sur la politique des drogues à venir.
- PRODUITS : Derrière la « nouvelle drogue qui rend cannibale », la nouvelle vague des sels de bain, ou un énième épisode d'affabulation sur les drogues ?
- REDUCTION DES RISQUES : Au lendemain de l'élection présidentielle, le président de l'AFR dresse le bilan des dix dernières années pour la réduction des risques, et exprime le souhait que « le changement (soit) maintenant »
- AUTOSUPPORT : Une nouvelle association vient de se créer : PsychoACTIF.
- TRAFIC, POLICE, JUSTICE, etc. : 174 kg de cocaïne ont été saisis lors de l'arraisonnement d'un voilier à pavillon croate en Martinique ; 69 kilos de drogues diverses l'ont été sur un ULM qui s'appretait à franchir la Manche
- INTERNATIONAL : L'ASIE CENTRALE constitue une "plaque tournante du trafic de drogue en provenance d'Afghanistan" ; COLOMBIE : Les narcos jouent sur l'extradition aux Etats-Unis et un régime de répression qui y est favorable aux « balances » pour se soustraire à la justice colombienne ; HONDURAS : une bavure des Américains enflamme le nord du pays ; MEXIQUE : Le pays est l'objet d'une surenchère de violence inouïe, qui touche aujourd'hui non seulement les journalistes, mais les blogueurs ; A l'occasion de sa mort, retour sur les prises de position de l'écrivain Carlos Fuentes sur la question des drogues, et la nécessité « inventer d'urgence une modernité mexicaine où fonctionnent la loi et la justice » ; Le Monde publie une enquête sur les principaux cartels mexicains et leurs zones d'influence ; Le MALI est devenu une plaque tournante pour le trafic de drogue à destination de l'Europe ; PAYS-BAS : l'instauration d'un "passe cannabis" a transformé l'accès aux coffee shops en course d'obstacles ; RUSSIE : un champ de cannabis découvert près d'une station de métro en plein Moscou ;
- DROGUES LEGALES : TABAC : La journaliste et médecin Martine Perez demande la prohibition du tabac dans un livre intitulé : « Interdire le tabac, l'urgence » ; L'industrie du tabac aurait manipulé des scientifiques français pour contester les études concluant aux risques du tabagisme passif.

POLITIQUES PUBLIQUES – INTERNATIONAL :

Laura Chinchilla : « La guerre contre la drogue n'est pas une solution »

LE MONDE – 24 mai 2012

La sociale-démocrate Laura Chinchilla, présidente du Costa Rica, fait une tournée en Europe. Elle a accordé un entretien au Monde. Propos recueillis par Paulo A. Paranagua

¹ Albanie, Allemagne (5 Länder), Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Estonie, Îles Féroé, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, République de Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine.

Comment analysez-vous la violence qui frappe votre région ?

L'Amérique centrale est victime d'une géopolitique perverse, prise en tenaille entre les principaux producteurs de cocaïne, en Amérique du Sud, et le principal marché consommateur, au Nord. Les pays situés entre le Mexique et la Colombie sont confrontés à une situation dramatique : le crime organisé et le narcotrafic entraînent un convoi de morts et de corruption. Le Costa Rica subit l'impact de cette évolution, même s'il reste une des nations les plus sûres d'Amérique latine.

La "guerre contre la drogue" n'a pas atteint ses objectifs, soit réduire la production et le trafic. Cette stratégie n'est pas une solution, elle déplace les problèmes de certains pays vers d'autres. Ces scénarios de guerre sont coûteux, du point de vue matériel et en pertes de vies humaines. Faire appel à l'armée pour combattre le crime organisé n'est pas notre option. Il faut réfléchir à des alternatives.

Le président du Guatemala propose la légalisation des drogues...

Au récent sommet des Amériques, à Carthagène (Colombie), le débat sur une éventuelle légalisation s'est imposé, ce qui est tout à fait positif. Le Costa Rica considère que la consommation est une question relevant de la santé publique et non pas du code pénal. Mais chaque pays a son rythme. En 2010, l'insécurité avait dominé la campagne présidentielle, à la suite de l'augmentation des indicateurs de délinquance et de victimisation. Nous avons inversé la tendance, tout en refusant la politique de la main ferme [mano dura], qui a donné peu de résultats chez nos voisins. Nous maintenons l'équilibre entre une meilleure performance de la police et la prévention.

Le narcotrafic s'est renforcé en Amérique centrale parce qu'il y avait un déficit historique sur le double plan social et institutionnel. Si le Costa Rica résiste mieux, c'est grâce à notre investissement social et à des institutions plus solides, transparentes et intègres.

Barack Obama a-t-il déçu les Latino-Américains ?

Il faut créditer le président des Etats-Unis d'un tournant conceptuel : le narcotrafic est une responsabilité partagée, il faut à la fois affronter l'offre et les problèmes posés par la demande. Nous avons compris que le président Obama devait relever les défis de l'économie américaine. Cela dit, le Costa Rica dépend de moins en moins de la coopération ou de l'aide au développement, et davantage de son ouverture au libre-échange. Une nation de revenu moyen, comme la nôtre, doit exporter ses produits si elle ne veut pas être obligée d'exporter ses travailleurs et ses cerveaux. Nous avons signé des traités commerciaux avec plus de 50 pays et nous avons donc accès aux marchés américain et chinois.

Quel est votre but en Europe ?

Je voudrais accélérer la signature de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Amérique centrale, négocié il y a deux ans. A Paris, j'ai confirmé notre désir d'adhérer à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et j'ai rencontré des investisseurs. Notre atout n'est pas le coût de la main-d'oeuvre, mais sa qualification. Les Costaricains ont réussi dans des secteurs à forte valeur ajoutée. Sans oublier une stabilité politique inégalée dans la région, des règles claires, la sécurité juridique.

Qu'attendez-vous de la prochaine conférence des Nations unies sur l'environnement, Rio + 20 ?

Je souhaite que les principaux pollueurs de la planète s'engagent, comme l'ont fait l'Amérique latine et l'Europe. L'absence de décisions a un impact sur le changement climatique. J'attends une avancée significative en matière de protection de la biodiversité et l'adoption d'instruments de vérification plus efficaces pour le respect de l'environnement. Dans les années 1970, le Costa Rica était le champion de la déforestation. Nous sommes devenus le pays le plus vert du monde, le plus couvert de forêt. Nos succès en matière d'écotourisme et d'exportation de produits certifiés neutres en carbone, montrent qu'on peut concilier croissance et respect de la nature.

Pourquoi le Costa Rica demande-t-il l'extradition de Paul Watson, le "justicier des océans" ?

Mon gouvernement ne persécute pas les écologistes. Mais le Costa Rica est un Etat de droit. Les faits remontent à une dizaine d'années. La justice a lancé une procédure, mais M. Watson a quitté le territoire sans prévenir, ce qui a entraîné un mandat d'arrêt international. Il disposera de toutes les garanties d'un procès équitable. Le Costa Rica a les critères de justice les plus exigeants d'Amérique latine, comparables à ceux des pays développés.

POLITIQUE PUBLIQUE – FRANCE :

La MILDT a trente ans cette année

Lettre de la MILDT, mai 2012 – Editorial, par Etienne Apaire

« En 2012, la MILDT fête ses trente ans d'existence, c'est pourquoi je tiens aujourd'hui à remercier tous

ceux qui lui ont permis d'atteindre ce bel âge : présidents, délégués généraux, délégués, chargés de mission, personnels administratif et de soutien mais aussi partenaires institutionnels et associatifs. Tous ont travaillé en commun tout au long de ces années pour mettre en place une politique de lutte contre la drogue et la toxicomanie, efficace, équilibrée et innovante.

Quand en septembre 2007, peu de temps après ma nomination, j'ai fait état devant un parterre d'addictologues des nouvelles tendances et des nouvelles menaces qui touchaient notre pays en matière de drogue et de toxicomanie et de la nécessité de développer des approches innovantes, certains craignaient une rupture franche avec les politiques passées. Ils ont pu constater que les mesures du plan gouvernemental adopté en juillet 2008 étaient le fruit du travail et des réflexions menées de longue date par l'ensemble des acteurs du champ des drogues et des toxicomanies et que ce plan s'inscrivait pleinement dans la continuité des politiques de lutte contre la drogue et la toxicomanie mises en place depuis 1982. En effet, le renforcement du dispositif de soins, le nouvel élan donné à la recherche à travers de nombreux partenariats et la défense sans faille de la politique de réduction des risques, tant au plan national qu'international, témoignaient de la volonté de privilégier une approche équilibrée dans le champ des drogues et des toxicomanies.

A travers ce plan, la prévention des usages s'est également développée grâce à l'implication des chefs de projets MILDT, des dispositifs d'appui et des membres de la commission de validation des outils de prévention. De nouvelles pistes prometteuses ont été ouvertes pour mieux impliquer les adultes, premiers acteurs de prévention des usages de drogues chez les jeunes. Cet effort a également été conduit dans les entreprises, les administrations et auprès des partenaires sociaux afin de combattre les usages dans le monde professionnel. La communication et l'information sur les dangers sanitaires et sociaux des drogues n'ont pas été oubliées puisqu'un grand nombre de campagnes grand public a été organisé. Parallèlement, le rappel de l'interdit fondé sur la nocivité des drogues illicites et sur les conséquences sociales de leurs usages a été renforcé, notamment avec l'instauration de sanctions pédagogiques comme les stages de sensibilisation sur les dangers des drogues. La volonté de prendre en compte les effets néfastes de la consommation de d'alcool et du tabac chez les plus jeunes ou dans certaines circonstances a été démontrée avec la prohibition de la vente d'alcool et de tabac aux mineurs, l'interdiction de fumer dans les lieux publics, et le développement de la traque des conducteurs sous l'emprise de l'alcool ou de drogues illicites.

Enfin, la lutte contre le trafic est devenue plus efficace, notamment grâce au renforcement de notre dispositif qui vise l'argent de la drogue et a permis de mettre hors d'état de nuire de très nombreuses organisations criminelles. Les 64 millions d'euros confisqués depuis 2008 aux trafiquants ont été attribués aux administrations en charge de la lutte contre le trafic et à la prévention voire à la réduction des risques. Dans le même temps, la lutte contre les organisations criminelles s'est accrue grâce à des actions communes internationales et à la mutualisation des moyens. Enfin, l'approche équilibrée française est devenue un modèle, ce qui a notamment valu à la France d'être élue à la tête du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe.

L'ensemble de ces mesures a produit des résultats, avec la réduction des expérimentations chez les jeunes, pour toutes les drogues illicites, l'alcool et le tabac et la diminution des infections liées aux usages de drogues injectables. Par ailleurs, bien que confronté à une augmentation des consommations de cocaïne, notre pays connaît des niveaux de consommation largement inférieurs à ceux de ses grands voisins. Je tiens à souligner ici que ces bons résultats sont le fruit d'une analyse maintenant trentenaire, partagée par tous les gouvernements depuis 1982, selon laquelle la complexité des problèmes posés par la consommation des drogues nécessitait d'inventer une nouvelle manière de travailler pour l'administration de l'État. Pour être efficace, cette politique devait être coordonnée afin de faire coexister des logiques ministérielles légitimes mais souvent antagonistes.

Pour préserver la santé et la sécurité de nos concitoyens, il fallait absolument éviter les postures. C'est à cela, que depuis 1982, sous des appellations diverses, s'est employée la structure de coordination interministérielle. Présidée par des femmes et des hommes de très grande qualité, elle a inventé une politique intelligente et moderne capable de prendre en charge une problématique complexe qui ne pouvait longtemps résister aux logiques monolithiques des impératifs ministériels. Il faut se souvenir des batailles menées entre ministres de mêmes gouvernements pour comprendre l'importance du travail de médiation opéré par la MILDT entre les grands acteurs de la lutte contre la drogue et la toxicomanie. Il faut se rappeler le rôle actif joué par cette instance en 1994 dans la mise en œuvre d'une politique déterminée de lutte contre le trafic et l'argent qu'il procurait, mais aussi dans l'invention d'un dispositif de réduction des risques dont nous mesurons aujourd'hui l'efficacité, et enfin dans la mise en place du si précieux Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies. Il faut également que chacun reconnaisse que cette politique, plus que beaucoup d'autres, a toujours été menée en concertation avec les acteurs de terrain, qu'il s'agisse des

soignants ou des spécialistes de la prévention.

Il est donc essentiel de soutenir ce modèle que beaucoup de pays nous envient, de préserver ce dispositif de coordination rattaché au Premier ministre, capable de conseiller le gouvernement et de mettre en place au plan national et international une politique équilibrée. Alors que la crise économique nous incite à une rationalisation accrue de l'action administrative nous pouvons affirmer que la MILDT répond d'ores et déjà à ce défi car elle reste malgré les critiques un outil efficace appartenant à tous les acteurs de la lutte contre les addictions et le trafic. C'est la chance pour notre pays de pouvoir continuer à mener des politiques intelligentes et efficaces qui tournent le dos tout à la fois à l'angélisme, à l'idéologie et la « guerre à la drogue ». C'est une des conditions qui permettra le maintien d'une politique respectueuse tant des individus que de l'intérêt collectif de notre société.

La MILDT a trente ans. Alors bon anniversaire !!! Et tous mes vœux pour qu'elle puisse continuer, avec tous les agents des ministères concernés et les acteurs de la prévention et du champ sanitaire et social à imaginer, les trente prochaines années, une politique généreuse de promotion de la liberté et de réduction des dépendances. »

Comité Ad'Hoc d'Organisation de la Marche Mondiale du Cannabis 2012 à Paris

COMMUNIQUE : Samedi 12 mai 2012, pour le cannabis « Le changement, c'est maintenant ».

Comme l'an dernier près d'une dizaine de villes en France programment un événement local, à l'appel des membres du Comité ad'hoc pour l'organisation de la Marche Mondiale du Cannabis 2012, composé par : Act Up, AFR, AIDES, ASUD, Cannabis Sans Frontières, Cercle Anonyme de Cohésion, CIRC, Collectif Principes Actifs, Jeunes Ecologistes, Jeune Radicaux de Gauche, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement des Jeunes Socialistes, Mouvement des Libéraux de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste, Secours Vert, Techno +.

A Paris, c'est du parvis de l'Opéra Bastille que le rassemblement s'ébranlera pour défiler jusqu'à la BNF – François Mitterrand, en marquant une halte au Jardin des plantes pour une déclaration au pied de la statue de Lamarck. Avec en tête de cortège le JumboRock Sound System accompagné de l'artiste jamaïcain Ganja Tree, et comme les années précédentes la participation du RBH sound et de La H.P. Un point presse et des déclarations publiques sont prévus de 14h à 14h30.

A Bordeaux, l'événement Facebook annonce déjà plus de 600 participants au rassemblement à 14h au niveau du quai des Quinconces.

A La Réunion, l'événement se tiendra au coeur d'une programmation durant trois jours hommage à Bob Marley, à Piton Rose. Cependant, c'est à Saint Denis de la Réunion, place du Barachois samedi 12 mai à 14h, que les défenseurs d'une plante aux multiples apports bénéfiques se rassembleront pour porter des « revendications citoyennes ».

A Lille, de 14h à 16h, les partisans de la réforme de la législation française à l'égard du cannabis occuperont pacifiquement la Grand Place de Lille.

A Lyon, comme à l'accoutumée depuis 2001, le cortège déambulera à partir de la Place Carnot jusqu'aux Terreaux, ambiance assurée.

A Nancy, Place Stanislas, comme à Nice, Place Massena, et à Tours, Place Général Leclerc (ex place de la Gare), rendez-vous dès 14h.

A Marseille, La Plaine de 14h à 18h sera animée par un forum-débat.

A Toulouse, la convergence des luttes sera à l'oeuvre, avec le mouvement des Indignés occupant la Prairie des Filtres. En rebaptisant la place Marie Jeanne (place Jeanne D'arc) où les participants de la Marche Mondiale du Cannabis se rassembleront à partir de 14h, il est sur que sur les bords de la Garonne, on ne risque pas de voir d'éléphants roses ainsi que l'imaginait Plantu, en Une du Monde l'an dernier...

Partout en France, même symboliquement, manifestons le samedi 12 mai 2012 à l'occasion de la Marche Mondiale du Cannabis pour affirmer ensemble : la France se bouge, « le changement, c'est maintenant ».

Cannabis : Des revendications citoyennes

- La réforme de la politique française en matière de cannabis et l'ouverture d'un débat public sur la loi du 31 décembre 1970
- Une régulation de la production, de la distribution et de la consommation de cannabis protégeant aussi

bien le consommateur que l'ensemble de la société

- La dépénalisation de la consommation, de la possession et de l'autoproduction pour usage personnel
- La prescription de cannabis dans un cadre thérapeutique
- Une prévention pragmatique et ciblée en direction des mineurs et des usagers en difficulté
- Une information cohérente et objective sur les effets et les pratiques de consommation réduisant les risques
- La possibilité pour les usagers de se regrouper et d'organiser des filières courtes de production, de distribution, ainsi que l'usage social dans des lieux adéquats

Plus d'informations sur le site <http://marche.mondiale.free.fr>

Plusieurs centaines de manifestants en France pour la dépénalisation du cannabis

LIBERATION - 12 mai 2012 - (AFP)

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés samedi à Paris, quelques dizaines à Lyon et une poignée à Lille pour réclamer la dépénalisation de la consommation de cannabis, la régulation de sa production et sa prescription dans un cadre thérapeutique.

«Nous sommes là pour que cesse la guerre à la drogue dans ce pays. La gauche est passée et on espère qu'elle fasse un peu plus de choses que la droite», a déclaré à l'AFP place de la Bastille (Paris XI^e arrondissement) Jean-Pierre Galland, cofondateur du Collectif d'information et de recherche cannabique (Circ).

Selon les organisateurs, les manifestants étaient «plus d'un millier» à Paris. Une journaliste de l'AFP en a compté plusieurs centaines.

Cette «Marche mondiale du cannabis» -à Paris, Lyon, Marseille, Nancy, Toulouse, Lille, Bordeaux et La Réunion- était organisée à l'appel de nombreuses associations, dont Act Up, Aides, le Circ, Cannabis sans frontières, les Jeunes écologistes, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ou la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

Effluves de cannabis

Le cortège parisien, d'où s'échappaient des effluves de cannabis, a marché de la Bastille à la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand.

«C'est avant tout symbolique mais il y a une urgence à ce que la question du cannabis soit abordée dans notre société car, jusque là, elle est tabou», a insisté Damien Hensens, responsable des Jeunes écologistes d'Île-de-France.

Venue en famille, Nora Rezzag, infirmière durant 12 ans, estime qu'«il faut que le cannabis soit légalisé sur le plan thérapeutique en France, comme dans d'autres pays». «Pour atténuer le trafic, endiguer les réseaux d'économie souterraine, il faut absolument que la France rattrape son retard et légalise», a-t-elle martelé.

A Lyon, 80 personnes selon les organisateurs, 40 selon la police, ont marché derrière une banderole indiquant «Marche mondiale pour la libéralisation du cannabis». «Légalisez le cannabis! Libérez Marie-Jeanne! Enfermez Jean-Marie!» ont scandé les manifestants.

«Nous demandons la dépénalisation immédiate du cannabis, la fin des poursuites contre les consommateurs et la libération des personnes emprisonnées pour du cannabis», a déclaré un membre du Circ local.

«Aujourd'hui, on réduit le cannabis à une plante qui se fume, alors nous appelons aussi à la reconnaissance de ses applications agricoles, écologiques et surtout thérapeutiques», a-t-il ajouté.

A Lille, ils n'étaient qu'une demi-douzaine sur la Grand Place pour réclamer une «dépénalisation et une régularisation» du cannabis, et pour plaider pour une taxe sur les ventes, comme pour l'alcool et le tabac, selon Dimitri Zawadzki, organisateur du rassemblement.

Marche pour le cannabis : la dépénalisation, c'est maintenant ?

RUE89 – 13 mai 2012 – par Rémi Noyon

« On veut du bédio bio ! » Plusieurs centaines de personnes ont défilé samedi à Paris pour demander la dépénalisation du cannabis. Des lycéens se mêlaient à quelques vrais « ganja men » sous les effluves de marijuana et la musique reggae de RBH sound. La police a laissé faire, et a même pris quelques photos, le sourire aux lèvres.

Pour les organisateurs, cette onzième édition de la marche pour le cannabis a attiré deux fois plus de monde que les années précédentes. « C'est sûrement dû au nouveau souffle d'air politique », avance Farid Ghehiouèche, l'un des organisateurs, un drapeau « légalisation » à la main.

« Maintenant, c'est le changement ! »

A quelques mètres, Michel Sitbon distribue des tracts. Il est l'auteur du livre « Culture dans le placard ». Lui aussi est l'un des « historiques » de la marche : « Il faut permettre l'usage thérapeutique de l'herbe, foutre la paix à ceux qui autoproduisent – qui font pousser pour leur propre conso – et dépénaliser l'usage. C'est la solution d'un pays pacifié et de la fin des trafics. »

Avec l'élection d'un Président socialiste, Michel veut croire que la France va sortir de dix ans de répression « particulièrement dure ». Le serrage de boulons est général à travers l'Europe. Même aux Pays-Bas, la Mecque de la marijuana, les coffee-shops doivent faire face à de nouvelles régulations. Même si certains de ses proches, comme François Rebsamen, le maire de Dijon, se sont prononcés pour un adoucissement de la législation, François Hollande, lui, veut faire preuve de fermeté. Mais les manifestants ne désespèrent pas : « Certes, Hollande est un peu dur de la feuille. C'est parce qu'il a dû faire une campagne droitière. Personne ne lui en veut, c'était stratégique. Mais maintenant, c'est le changement ! »

Nomination à la présidence de la MILDT : il est urgent d'attendre !

Blog « Civiliser les Drogues » - 14 mai 2012

Communiqué de presse Réseau Français de Réduction des Risques du 14 mai 2012

Les paris sur la nomination du prochain président de la MILDT (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et Toxicomanies), qui devrait remplacer Etienne Apaire, vont bon train. Aux dernières nouvelles, c'est Frédéric Péchenard, le directeur général de la police nationale qui tiendrait la corde. Une nomination qui ne serait alors qu'une variable d'ajustement des mutations post électorales... et ferait tâche alors que le nouveau gouvernement et son bras interministériel, la MILDT, auront en charge de remettre la politique des drogues française sur les rails de la raison et de l'expertise.

La politique répressive menée ces dix dernières années et surtout les cinq dernières, a été un échec aussi bien sur le plan sanitaire que sur celui de la sécurité et du vivre ensemble. Le symbole de cette politique, la MILDT, est devenue une annexe du ministère de l'intérieur, qui s'est non seulement coupé des associations et des acteurs de terrains, mais aussi des experts français et internationaux, se perdant dans une surenchère de lois et de textes aussi répressifs que contre-productifs.

François Hollande ne s'est pas beaucoup avancé sur la politique des drogues pendant la campagne, mais il a au moins promis de relancer le politique de réduction des risques, avec la mise en place des Programme d'Echange de Seringues en prison et des salles de consommation à moindre risque.² Pour pouvoir relancer la réduction des risques, mais aussi pour prendre le train des changements internationaux à l'œuvre, il faut se donner le temps de réfléchir à une nouvelle orientation de la MILDT, et donc à la nomination de son président.

Drogue: deux associations craignent la nomination de Péchenard à la Mildt

AFP / 14 mai 2012

http://www.romandie.com/news/n/_Drogue_deux_associations_craignent_la_nomination_de_Pechenard_a_l_a_Mildt63140520121330.asp

PARIS - Deux associations de réduction des risques liés à l'usage de drogues se sont émues lundi de la possible nomination de l'actuel directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, à la tête de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt).

Plusieurs sources policières ont dit à l'AFP que M. Péchenard pourrait quitter son poste, qu'il occupe depuis 2007, et remplacer à la présidence de la Mildt le magistrat Etienne Apaire, récemment nommé inspecteur général adjoint des services judiciaires.

Cette nomination ferait tâche alors que le nouveau gouvernement et la Mildt auront en charge de remettre la politique des drogues française sur les rails de la raison et de l'expertise, estime dans un communiqué le Réseau français de réduction des risques.

La politique répressive menée ces 10 dernières années et surtout les cinq dernières, a été un échec aussi bien sur le plan sanitaire que sur celui de la sécurité et du vivre ensemble, commente l'association, en soulignant que le symbole de cette politique, la Mildt, est devenue une annexe du ministère de l'Intérieur (...), se perdant dans une surenchère de lois et de textes aussi répressifs que contreproductifs.

Or, le président élu François Hollande ne s'est pas beaucoup avancé sur la politique des drogues pendant la campagne mais il a au moins promis de relancer la politique de réduction des risques, avec la mise en place des programmes d'échange de seringues en prison et des salles de consommation à moindre risque, écrit le Réseau.

Une autre association, Fédération Addiction, juge également que la nomination d'un ancien directeur de la police nationale à la tête de la Mildt serait inquiétante et viendrait en contradiction avec la priorité donnée à l'éducation et à la justice sociale par le nouveau Président de la République François Hollande.

Après une politique qui a mis l'essentiel de l'effort et des moyens sur le seul interdit pénal et sur la sanction judiciaire, une nouvelle approche s'impose, affirme cette association dans son communiqué.

Après cinq ans d'approche répressive, incertitude sur la politique des drogues

LE MONDE | 31.05.2012 - Par Laetitia Clavreul

Il laisse derrière lui une Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) au bilan contesté. Même si Etienne Apaire, président sortant, ne peut être jugé seul responsable de la dégradation des chiffres de consommation de substances psychoactives, l'enquête européenne Espad, publiée jeudi 31 mai (ici en PDF), vient appuyer les critiques dont l'organisation est l'objet chez les spécialistes des drogues. La nomination de cet ex-conseiller de Nicolas Sarkozy à la tête de la Mildt, en 2007, avait marqué le tournant

répressif de cette structure chargée de coordonner les différentes politiques de lutte contre les drogues. Ses méthodes directes ont rapidement créé une distance avec les associations de lutte contre la toxicomanie.

Celui qui est aujourd'hui inspecteur général adjoint des services judiciaires s'est aussi coupé du comité scientifique de la Mildt. Il avait fini par ne plus se réunir, à la suite de la démission de plusieurs de ses membres en 2010. A l'époque, M. Apaire avait refusé de lancer une expérimentation sur les salles de consommation à moindre risque, malgré la recommandation de l'Inserm. "Je lui avais dit lors d'une intervention publique que les toxicomanes devaient être considérés comme des victimes, pas comme des coupables", se souvient le Pr Jean-Pol Tassin, président du comité scientifique.

Comme beaucoup d'autres, M. Tassin ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec la présidence de Nicole Maestracci (1998-2002), elle aussi magistrate, nommée sous le gouvernement Jospin. Celle-ci avait imprimé à la Mildt une vocation sanitaire en insistant sur la réduction des risques. Après elle, l'addictologue Didier Jayle, nommé sous la présidence Chirac, avait recentré la politique de la Mildt sur le cannabis, dont l'usage avait augmenté chez les jeunes. Il avait mis en place les communautés thérapeutiques (un dispositif centré sur le sevrage), et les consultations pour jeunes consommateurs.

A son arrivée, en 2007, M. Apaire insiste au contraire sur l'interdit de la consommation et crée une sanction : les stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de stupéfiants imposé aux consommateurs de cannabis interpellés. Face aux critiques, il avait rappelé, fin 2011, que les soins et la prévention représentaient 80 % des crédits d'intervention de la Mildt.

LA GAUCHE RESTE PRUDENTE

"Comme tout juriste, il a pensé que la loi pourrait tout résoudre, mais il a compris que ce n'était pas suffisant. Il a changé cependant, et pris un virage vers l'éducatif", remarque Marie Choquet, directrice de recherche honoraire à l'Inserm, épidémiologiste et psychologue. Cette spécialiste des adolescents est devenue sa conseillère à mi-mandat. Elle a poussé pour que l'accent soit mis sur le dialogue avec les parents. La Mildt a aussi financé un guide pour accompagner les professionnels travaillant dans les consultations de jeunes consommateurs réalisées par la Fédération addiction.

Comme d'autres spécialistes, la fédération estime cependant qu'il est temps de sortir de l'"approche dépassée" des dernières années. Ils sont nombreux à penser qu'une page doit être tournée. "Il faut redonner le leadership à la santé publique, sans pour autant lâcher prise sur la répression du trafic et l'ordre public", estime le député PS Jean-Marie Le Guen. Beaucoup plaident pour la nomination d'un homme ou d'une femme politique capable d'emporter des arbitrages auprès de Matignon et de l'Elysée. Comme savait le faire M. Apaire.

Pour l'instant, difficile de savoir quelle politique adoptera le nouveau gouvernement, resté silencieux sur la délicate question des drogues. Le candidat Hollande s'était dit favorable aux programmes d'échange de seringues en prison et à une expérimentation des salles de consommation. En fin de campagne, il avait également refusé de reprendre la position de son conseiller sécurité, François Rebsamen, pour une contraventionnalisation de l'usage du cannabis. "Je ne la reprendrai pas pour des raisons qui tiennent à la nécessité de l'interdit du cannabis, qui ne doit pas être affaibli", avait déclaré le futur président, ajoutant : "Nous pouvons rester sur une logique pénale et y ajouter une logique de soin." Mais cela ne fait pas une politique de lutte contre la toxicomanie : la gauche reste prudente, de peur d'être accusée de laxisme.

"Guerre à la drogue", une nouvelle politique est nécessaire pour la jeunesse du XXIe siècle

Le Monde.fr | 31.05.2012 - Tribune

Par Jean-Michel Costes, Jean-Pierre Couteron, Pr François Paille, Pr Michel Reynaud

Les priorités énoncées par le président de la République - justice sociale et jeunesse - nécessitent une politique renouée vis-à-vis des addictions, pragmatique et efficace, de prévention, de soins et de réduction des dommages associés.

UNE APPROCHE DÉPASSÉE, UN BILAN NÉGATIF

Créée en 1982, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDt) applique d'abord une politique de la "lutte contre la drogue". A la fin des années 1990, se basant sur de nouvelles données scientifiques, elle étend ses missions aux consommations problématiques de tabac et d'alcool, intégrant la notion d'addiction. Elle se recentre sur le comportement plus que sur les produits. L'addictologie est reconnue comme une spécialité scientifique et médicale à part entière, et en 2006, un "plan addictions" initie une politique qui prend en compte les évolutions de la société du XXIe siècle. Mais dès 2007, l'addiction cesse à nouveau d'être une priorité gouvernementale. La diminution des financements s'ajoute au retour à "la guerre à la drogue", avec priorité à la répression des produits illicites alors que la prévention est

lacunaire, peu efficace et focalisée sur l'information et les produits.

Résultat, la consommation de cannabis reste élevée et celle de cocaïne enregistre une forte progression tandis que les décès liés aux drogues illicites, en baisse au milieu des années 1990, repartent à la hausse. Il faut y ajouter une augmentation des consommations excessives d'alcool chez les jeunes et une reprise de celle du tabac. Tabac et alcool sont toujours responsables de 100 000 morts par an.

La politique de répression, obsédée par la volonté de "faire du chiffre", a démultiplié les interpellations d'usagers là où il aurait été préférable de se centrer sur les trafics. Les 120 000 interpellations annuelles pour usage, essentiellement de cannabis, font l'objet d'une réponse pénale quasi systématique, dont des condamnations de plus en plus nombreuses, mais sans arriver à endiguer le développement des usages, ni la montée de la violence.

Enfin, l'insuffisance des politiques de prévention, de réduction des risques, le non développement des structures d'accompagnement, de soins, d'enseignement et de recherche sont dénoncés par tous les acteurs concernés.

POUR UNE POLITIQUE ADAPTÉE À NOTRE SOCIÉTÉ

Un changement dans les objectifs, la stratégie et la gouvernance, est indispensable pour répondre à une triple évolution.

D'abord, la place prise par la notion d'addiction. Admise autant par les spécialistes que par le grand public, elle correspond à la perte de contrôle d'une consommation ou d'un comportement, à l'origine lié au plaisir, entraînant des dommages personnels, sanitaires et sociaux. L'organisation des soins est désormais structurée dans cette optique.

Ensuite, le caractère profondément addictogène de notre société : la culture consumériste pousse à l'intensité des consommations, à leur brièveté et à leur renouvellement rapide, dans une société de la performance et de l'excès.

Enfin, les crises économiques qui se succèdent génèrent exclusion et précarité, souffrance et humiliation, colère et rage que potentialisent et/ou atténuent des produits dont le prix et le marketing sont adaptés (canettes de 50 cl de bière à 11.8°, crack, médicaments détournés leur usage).

Face à ce nouvel environnement, la "guerre à la drogue" est coûteuse et dépassée. Elle doit laisser la place à l'évaluation objective des bénéfices et des dommages, individuels et sociaux, des consommations. Cette évaluation rendra ensuite possible l'application de politiques à l'efficacité scientifiquement prouvée, poursuivant trois objectifs pragmatiques et équilibrés : diminution des consommations ou comportements potentiellement nocifs ; réduction des dommages qui leur sont liés ; renforcement d'une aide et d'un accompagnement les plus précoces possibles.

Pour les réaliser, elle devra développer des moyens innovants, adaptés au nouveau contexte sociétal. En premier lieu, une prévention globale, donnant la priorité à des stratégies de repérage et d'intervention précoce au bénéfice des populations les plus à risques. Ainsi pour le public "jeunes", l'objectif est d'aller à sa rencontre par des interventions en direction des parents, mais aussi du milieu scolaire, des dispositifs éducatifs ou d'insertion, ou en développant des actions en milieu festif, et cela en lien avec les Consultations Jeunes Consommateurs. Les patients atteints de troubles mentaux sont un autre public à privilégier, troubles psychiatriques et troubles addictifs s'aggravant mutuellement et nécessitant une double prise en charge. L'évolution récente des usages montre aussi l'importance d'actions vers le public féminin, tenant compte des situations de vulnérabilité physique, de grossesse, des risques de violences, de stigmatisation et de désocialisation. Enfin, les populations incarcérées ou sous main de justice nécessitent un effort spécifique d'accès aux soins et de réduction des risques.

Donner à la prévention la place qu'elle mérite ne dispensera pas de développer l'évaluation, l'orientation et l'accès aux soins. Ce deuxième axe est détaillé dans des propositions pragmatiques et peu coûteuses, visant à une meilleure organisation du dispositif de soin et à une formation renforcée, présentées dans le "livre blanc de l'addictologie française".

Enfin, cette politique équilibrée nécessite des mesures de contrôle et de réduction de l'offre. Pour l'offre régulée (alcool, tabac, jeux d'argent) les stratégies validées de lutte contre les incitations à la consommation excessive sont l'augmentation des prix, les actions visant à dénormaliser la consommation, le contrôle et l'encadrement de l'offre. Pour l'offre interdite (stupéfiants), au delà de la nécessité de lutter contre les trafics, centrer la pénalisation de l'usage, non sur l'usage privé, mais sur les délits liés aux usages de produits induisant des dommages à autrui (délits routiers, métiers à risque, violence en groupe...), complétée par une évaluation clinique en cas de récurrence et une orientation thérapeutique chaque fois que nécessaire.

Ces mesures peuvent être financées dans le cadre des contraintes budgétaires actuelles, en sollicitant d'une part les taxes sur le tabac, l'alcool et les addictions aux jeux d'argent et de hasard et, d'autre part, en maintenant l'affectation de la saisie des biens des trafiquants.

Enfin, une nouvelle gouvernance s'impose, fondant cette nouvelle stratégie sur des données probantes et évaluées et la consultation des professionnels et des usagers. Elle doit s'appuyer sur un organisme indépendant ayant mission d'analyser et d'évaluer le phénomène des addictions, ses évolutions et les réponses apportées. Un Institut de recherche national en addictologie, regroupant des unités de recherches fondamentales, cliniques et thérapeutiques permettrait une approche objective des stratégies diagnostiques et thérapeutiques. Une Commission nationale addiction, en sommeil depuis 2 ans et une Commission parlementaire permanente des addictions complèteraient un pilotage rendu plus indépendant des intérêts politiques.

Jean-Michel Costes, directeur OFDT (Observatoire français des drogues et des toxicomanies) 1995/2011 ;
Jean-Pierre Couteron, président fédération addiction ;
François Paille, président FFA (Fédération française d'Addictologie) ;
Michel Reynaud, président CUNEA (Collège universitaire national des enseignants d'addictologie).

CONSOMMATION

PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE ESPAD 2011 EN FRANCE

Usages de tabac, alcool, cannabis et autres drogues illicites des élèves de 15-16 ans

Communiqué de presse OFDT, le 31 mai 2012

« Initiée en 1995 par le Conseil suédois pour l'information sur l'alcool et les autres drogues (CAN) avec le soutien du Conseil de l'Europe (Groupe Pompidou), l'enquête ESPAD (European School Survey Project on Alcohol and other Drugs) permet de comparer les usages de substances psychoactives des adolescents de 15-16 ans scolarisés dans 36 pays européens² dont la France. La dernière enquête s'est déroulée entre avril et juin 2011 selon une méthodologie standardisée reposant sur un questionnaire auto-administré et une procédure identiques.

En France, l'enquête est menée pour la 4ème fois ; conduite par l'OFDT en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et avec la participation de l'Inserm et de l'Inpes, elle concernait en 2011, les adolescents nés en 1995 et scolarisés dans les établissements publics et privés du 2nd degré (collèges, lycées d'enseignement général et technique, lycées professionnels) relevant de l'Éducation nationale et du ministère de l'agriculture. Au total, 195 établissements et 2 572 élèves de 15-16 ans ont participé à l'enquête.

Ces premiers résultats d'ESPAD 2011 en France font apparaître des hausses des usages récents (au moins une fois au cours des 30 jours précédant l'enquête) pour plusieurs produits psychoactifs³.

□ Hausse des usages récents de tabac, surtout chez les filles

Plus de six adolescents âgés de 15-16 ans sur dix (63 %) déclarent avoir déjà fumé du tabac au moins une fois au cours de leur vie, les filles plus souvent que les garçons (68 % contre 58 %). L'usage récent, en baisse continue depuis 1999, cesse sa décrue et passe de 30 % à 38 % sur la période 2007- 2011, avec toujours une forte prédominance féminine (43 % contre 34 %). C'est également chez les filles que la hausse est la plus importante. En 2011, ces adolescents français se classent au 6ème rang européen pour leur consommation de tabac dans le mois (14ème rang en 2007).

□ Alcool en hausse, alcoolisations ponctuelles importantes (API) stables

En 2011, 91 % des adolescents de 15-16 ans ont déjà consommé de l'alcool au cours de leur vie. La proportion de jeunes qui ont fait un usage récent s'élève à 67 %, les garçons étant un peu plus nombreux que les filles (70 % contre 64 %). Entre 1999 et 2011, l'usage récent est passé de 60 % à 67 % et les adolescents de 15-16 ans français se classent au 9ème rang (15ème en 2007).

En 2011, 44 % des 15-16 ans déclarent avoir connu un épisode d'alcoolisation ponctuelle importante (API) au cours des 30 jours précédant l'enquête, les garçons plus souvent que les filles (46 % contre 41 %) même si l'écart entre les sexes se réduit. Concernant ces épisodes d'alcoolisations ponctuelles importantes, les jeunes Français se classent au 12ème rang européen (11ème en 2007).

² Albanie, Allemagne (5 Länder), Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Estonie, Îles Féroé, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, République de Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine.

³ L'ensemble des résultats en France et en Europe peuvent être consultés sur le site www.ofdt.fr et sur le site d'ESPAD : <http://www.espad.org/>

□ Usages récents de cannabis en nette hausse

En 2011, 39 % des 15-16 ans déclarent avoir déjà consommé au moins une fois au cours de leur vie du cannabis, les filles l'ayant expérimenté aussi souvent que les garçons. On dénombrait en 2007 31 % d'expérimentateurs. L'usage récent a fortement augmenté passant de 15 % à 24 % des adolescents avec une légère prédominance masculine (26 % contre 22 %). Après une baisse conséquente en 2007, les jeunes garçons retrouvent un niveau quasi équivalent à ceux de 1999 et 2003. L'usage récent des jeunes filles progresse fortement par rapport à l'enquête précédente. Parmi les jeunes Européens, les Français sont les premiers usagers récents de cannabis en 2011 (3ème rang en 2007).

□ Expérimentation stable des drogues illicites, hors cannabis

Un jeune de 15-16 ans scolarisé sur dix déclare avoir déjà consommé au moins un produit illicite autre que le cannabis (amphétamines, cocaïne, crack, ecstasy, LSD ou autres hallucinogènes, héroïne, GHB) au cours de sa vie. Aucune évolution significative n'est à signaler concernant l'expérimentation de ces produits par rapport à 2007. Cependant, par rapport à 1999, la prévalence apparaît deux fois plus élevée passant de 5 % à 10 %. Les jeunes Français se classent au 2ème rang européen pour ces consommations (3ème rang en 2007) »

Adolescents : alcool, tabac, cannabis... Agir autrement

Communiqué de presse Fédération Addiction, Paris, le 31 mai 2012

« Les résultats de l'enquête ESPAD 2011 permettent de se faire une idée des usages de substances psychoactives des jeunes à 16 ans, de suivre leur évolution par rapport à l'enquête précédente (2007) et de les comparer à ceux des jeunes des autres pays, notamment européens.

Les jeunes français consomment de plus en plus de substances psychoactives, et le font plus que leurs voisins :

- Leur consommation de tabac repart à la hausse, les plaçant dans le groupe de tête européen ;
- Leur consommation d'alcool et leurs épisodes d'ivresse sont également à la hausse, ce qui les place dans la zone médiane alors qu'ils occupaient la position basse il y a 10 ans,
- Leur consommation de cannabis est à nouveau en hausse, ils se retrouvent en tête au niveau européen.

Ces chiffres, après ceux d'ESCAPAD, signent les limites de la politique mise en oeuvre avec obstination et méthode depuis 5 ans. Refusant de prendre en compte l'aspect addictogène de notre société, elle a délaissé l'éducation préventive et l'intervention précoce pour faire reposer la responsabilité des usages sur les seuls usagers et familles. Centrée sur les drogues illicites, elle a ouvert une brèche pour les consommations d'alcool et de tabac, alors que la stabilisation d'usage de cannabis, amorcée en 2002, semble s'achever. Privilégiant la réponse pénale, cette politique a limité les accès précédemment ouverts vers la prévention, l'éducation et les soins, complétés par les actions de réduction des risques qu'elle s'est refusée à conforter. Ainsi, l'action des Consultations Jeunes Consommateurs a été réduite à l'accueil des jeunes confrontés à la justice, parfois déjà orientés vers des stages de sensibilisation « cannabis » dont il fallait justifier l'utilité.

Le ministère de la santé doit exercer pleinement son rôle avec la légitimité qui est la sienne sur les questions de santé liées aux addictions, afin d'y déployer une politique de « droit commun pour les addictions », cohérente et diversifiée, équilibrant éducation, sanction, réduction des risques et régulation de l'accès, en laissant à la justice et à la police les missions de défendre l'ordre public, de punir les excès, de lutter contre le trafic. Seule cette approche permettra de renouer avec une politique plus efficace. »

Les ados français sont les plus gros fumeurs de pétards d'Europe

LES INROCKS – Drugnews – 31/05/2012 – par Arnaud Aubron

Voilà une étude qui devrait donner à réfléchir au nouveau président de la République et à son futur responsable de la lutte antidrogues. Car s'il fallait une preuve supplémentaire que la répression ne fonctionne pas en la matière, l'enquête européenne Espad (European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs), publiée ce jeudi, en est une.

En effet, selon les résultats de cette étude menée auprès de 100 000 jeunes âgés de 15 et 16 ans issus 36 pays européens, les Français sont à nouveau les plus gros fumeurs de pétards du continent. A nouveau, car ils avaient été dépassés, lors de la dernière étude en 2007, par les Tchèques.

Ainsi, 24% des jeunes Français interrogés auraient fumé du cannabis au cours des 30 derniers jours, contre 21% des jeunes Monégasques (Monaco arrive en seconde position!), 9% des jeunes Portugais (où toutes les drogues sont pourtant dépénalisées depuis dix ans) ou encore 7% des jeunes Européens en moyenne.

Un sérieux revers, donc, pour l'un des pays européens les plus répressifs en matière de consommation de cannabis. La France est en effet l'un des derniers pays du continent à prévoir des peines de prison pour les simples fumeurs de joints. Tout en étant celui où les jeunes fument le plus!

Pire, alors que la répression n'a cessé de croître -au nom même de la protection de la jeunesse- durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la France est le pays européen où la consommation de cannabis a également connu la plus forte croissance sur la même période. Ainsi, tandis que les interpellations pour usage de cannabis passaient de 97 460 en 2007 à 122 439 en 2010 (dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles), le pourcentage de jeunes de 15-16 ans ayant fumé un pétard au cours des trente derniers jours passait de 15 à 24%.

A titre de comparaison, la République tchèque, jusque-là en tête du classement des fumeurs de pétards, a connu la plus forte baisse de consommation... alors que ce pays a dépénalisé l'usage de plusieurs drogues fin 2009. Pour la Fédération addiction, principale association française d'intervenants en toxicomanie: « Ces chiffres, après ceux d'ESCAPAD, signent les limites de la politique mise en œuvre avec obstination et méthode depuis 5 ans. Refusant de prendre en compte l'aspect addictogène de notre société, elle a délaissé l'éducation préventive et l'intervention précoce pour faire reposer la responsabilité des usages sur les seuls usagers et familles. »

Et ce n'est pas franchement mieux pour les autres drogues. Avec la Belgique, la Lituanie et le Royaume-Uni, la France se situe en tête de peloton toutes drogues confondues, avec environ 10% des jeunes de 15 à 16 ans ayant déjà essayé au moins une drogue illicite autre que le cannabis. Parmi ces drogues illicites, l'ecstasy et les amphétamines sont les plus consommées, devant la cocaïne.

Idem pour les drogues licites. Les jeunes Français sont, juste derrière les Bulgares, les plus gros fumeurs de cigarettes et se situent en neuvième place pour l'alcool (données sur la consommation au cours des trente derniers jours). Pour la Fédération addictions: « Centrée sur les drogues illicites, [la politique menée depuis cinq ans] a ouvert une brèche pour les consommations d'alcool et de tabac, alors que la stabilisation d'usage de cannabis, amorcée en 2002, semble s'achever. Privilégiant la réponse pénale, cette politique a limité les accès précédemment ouverts vers la prévention, l'éducation et les soins, complétés par les actions de réduction des risques qu'elle s'est refusée à conforter. »

Dans n'importe quel autre domaine, une politique donnant des résultats si catastrophiques serait immédiatement réévaluée, spécialement à la faveur d'un changement de gouvernement. Pourtant, en France, un consensus se dégage de droite à gauche pour louer les mérites de la répression, considérée comme la meilleure manière de protéger la jeunesse du fléau de la drogue. Et à en croire les dernières déclarations de François Hollande, rien ne devrait changer en la matière dans les années à venir.

Drogues : l'échec des politiques répressives chez les jeunes

LE MONDE | 31.05.2012 - Par Laetitia Clavreul

Chez les spécialistes des drogues, l'information circulait depuis plusieurs jours: les chiffres révélant le niveau d'addiction des jeunes Français sont mauvais. De fait, selon l'enquête *European school survey project on alcohol and other drugs* (Espad) qui a été publiée jeudi 31 mai en fin de matinée, la consommation de tabac, d'alcool mais aussi de cannabis des jeunes Français scolarisés de 16 ans s'affiche nettement à la hausse entre 2007 et 2011 (lire l'étude en anglais en PDF).

Le classement de la France se détériore par rapport aux autres pays européens, qui contrairement à elle, sont souvent en progrès. Une bombe, alors que le plan 2008-2011 de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) fixait pour objectif de faire reculer les consommations de drogues illicites et celles excessives d'alcool.

L'EXPÉRIMENTATION DU CANNABIS EN HAUSSE DE 25 %

L'enquête réalisée par le Conseil suédois pour l'information sur l'alcool et les autres drogues, compare 36 pays. Selon des chiffres provisoires que *Le Monde* s'est procurés par un biais non officiel, l'évolution sur le cannabis est particulièrement problématique: l'expérimentation est en hausse de 25 %, le nombre de jeunes ayant consommé au moins une fois le produit passant de 31 % à 39 % en quatre ans. L'augmentation est même de 60 % pour la consommation au moins une fois par mois (de 15 % à 24 %).

Sur le cannabis, la France reprend donc la première place du classement et retrouve ses niveaux de consommation du début des années 2000. Pour l'alcool, c'est un retour parmi les dix premiers pays : 67 % des jeunes de 16 ans ont consommé de l'alcool dans le mois, contre 64 % en 2007. En outre, 41 % déclarent avoir été ivres au moins une fois dans l'année. Certes, c'est moins que les 48 % constatés outre-Manche. Mais en quatre ans, le Royaume-Uni a fait des progrès, passant du premier au quatrième rang, alors que la France arrive désormais dans le top 15.

Pour le tabac, la situation se dégrade aussi. Les jeunes Français de 16 ans étaient 38 % à avoir fumé au moins une cigarette dans le mois en 2011, contre 30 % en 2007. La France arrive désormais au 6e rang, rejoignant le camp des pays où les jeunes sont fortement consommateurs de tabac parmi lesquels la

République tchèque, la Lettonie, la Croatie.

Etienne Afaire, le président de la Mildt jusqu'à ces derniers jours aurait-il crié victoire trop tôt? Ce magistrat nommé en 2007 affirmait en janvier dans la lettre d'information de l'instance, que l'objectif de faire baisser "le nombre des entrées en consommation" avait "été atteint". Un satisfecit réitéré en mai, dans son éditorial d'adieu.

Il se basait sur une enquête réalisée auprès des jeunes, française, dite Escapad (ici en PDF). Publiée en février, elle montrait une baisse des expérimentations d'alcool et de tabac, et une stabilisation de la diffusion du cannabis. Surtout, elle relevait une baisse des usages de cannabis dans l'année et au cours du mois, qui confirmait une tendance constatée depuis 2003.

Mais en avril, sans grand bruit, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) rendait publique une troisième enquête, intitulée *Health Behaviour in school-aged children* et réalisée auprès des 11, 13 et 15 ans (ici en PDF). Cette étude décrivait plutôt une stabilisation des consommations. L'heure ne semblait en tout cas pas à la baisse.

Les chiffres européens Espad publiés jeudi décrivent au contraire une hausse de la consommation sont à considérer avec prudence - ils devront notamment être confirmés dans la durée. Mais ils relancent le débat autour de la politique française de lutte contre la toxicomanie, qui a été marquée sous l'ancien gouvernement, par une option répressive.

"L'ENVIRONNEMENT ADDICTOGÈNE" DES ADOLESCENTS

"Je sais que nous pouvons être accusés de partialité, car nous n'étions pas d'accord avec la politique menée, mais l'enquête Espad montre bien que celle-ci n'a pas fonctionné", relève Jean-Pierre Couteron, président de la Fédération addiction, une fédération d'intervenants du secteur. Il estime que la Mildt a faussement fait croire que la France, grâce à l'accent mis sur la répression des usages de cannabis, réussissait à résister. Résultat, elle est surtout, selon lui, passée "à côté de ce qui constitue le gros problème": "l'environnement addictogène" dans lequel évoluent les adolescents dans une société qui favorise les sensations fortes et l'hyperconsommation (jeux vidéo, "binge-drinking", etc.).

"Le problème est que l'objectif a été d'éviter à tout prix le premier usage, alors qu'essayer le cannabis est un signe d'identification chez les jeunes, sans suivi après. Il est pourtant primordial de détecter précocement les usages réguliers", commente Jean-Michel Costes, directeur de l'OFDT de 1995 à 2011. Il critique "une politique qui n'a rien donné sur le cannabis et qui a laissé filer les consommations des drogues légales". Une focalisation sur le cannabis critiquée par les spécialistes, alors que le tabac est une porte d'entrée vers cette substance, et que les jeunes sont des polyconsommateurs.

Résultats de l'enquête Espad 2011. Politique des drogues : la fin d'un monde

Communiqué de presse du 1er juin 2012 du Réseau Français de Réduction des Risques

« Etienne Afaire a quitté son poste de Président de la MILDT (Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie) il y a quelques jours. Sans faire de bruit. Nous aurions pu en rester là, ne regrettant en rien son départ vers le milieu judiciaire, qu'il n'aurait jamais dû quitter. Mais voilà, aujourd'hui sort une enquête qui discrédite les cinq ans de sa politique ultra-répressive vis à vis des drogues illicites. Selon l'enquête européenne Espad, qui évalue le niveau de consommation des jeunes scolarisés de 16 ans dans 28 pays, la France est le cancre de l'union européenne. Non seulement sur le cannabis, LE cheval de bataille de la MILDT, où elle récupère la première place des plus gros consommateurs, mais par vase communicant pour l'alcool et le tabac.

Cinq ans de refus de toute mesure nouvelle de réduction des risques, cinq ans de politique à contre courant des évidences internationales, cinq ans de mise à l'écart des experts et des scientifiques, cinq ans où l'incarcération des usagers n'a cessé d'augmenter, cinq ans de répression bornée, sourde et aveugle qui ont contribué à marginaliser les usagers de drogues, à faire augmenter de plus de 30 % le nombre d'overdoses mortelles et à laisser se développer dans l'indifférence générale une épidémie d'hépatite C qui fait des milliers de morts parmi les usagers de drogues... Cinq ans pour en arriver là !!!???...

Faut il le répéter, le nombre de consommateurs de cannabis et autres substances ne dépend pas de la sévérité de la répression et de la pénalisation de l'usage. Par contre, cette même répression menace la santé, la sécurité et le bien être des consommateurs et de leurs proches.

L'année 2012 ne sera peut être pas la fin du monde promis par les Mayas, mais ce doit être la fin d'un monde, celui qui pense que la loi peut tout résoudre, que la répression est le seul rempart contre la consommation de drogue, que la réduction des risques banalise ou incite à l'usage...celui d'Etienne Afaire en somme. »

Les jeunes Français, rois du pétard

LIBERATION - 1er juin 2012 - Par MICHEL HENRY

Publiée jeudi, une étude européenne montre une forte hausse de la consommation de cannabis chez les 15-16 ans en France, ce qui sonne comme une Berezina pour la politique ultra-répressive menée sous Sarkozy, et devrait inspirer au nouveau gouvernement un changement de stratégie.

Cette enquête montre que, en 2011, 39% des 15-16 ans déclarent avoir consommé au moins une fois au cours de leur vie du cannabis. Un chiffre en hausse : en 2007, ils n'étaient que 31%. La moyenne européenne est à 17%.

Autre indicateur : l'usage dit récent (dans le dernier mois) est lui passé de 15% à 24%, ce qui fait des Français les premiers usagers récents parmi les jeunes Européens (ils n'étaient que troisièmes en 2007). Leur usage récent est le triple de la moyenne européenne (7%). Sur l'alcool et le tabac, la consommation est également en hausse.

Que faut-il en conclure sur le cannabis ? Ce que l'on savait déjà : que le niveau de consommation ne dépend pas de la sévérité de la répression. Soit l'inverse de la croyance que la MILDT (Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie) a développée sous la présidence d'Etienne Aulaire, et qui a conduit à une politique, depuis 2007, visant à réaffirmer l'interdiction de la consommation, pour la faire baisser. Durant le quinquennat, les interpellations d'usagers ont donc plus que doublé : on en est à environ 130 000 par an. Pour quel effet sur la consommation ? Aucun, donc.

On attend désormais de savoir quelle politique le gouvernement va mener en la matière. Etienne Aulaire vient de quitter ses fonctions, et le poste à la tête de la MILDT n'a pas encore été pourvu.

Le candidat Hollande avait redit pendant la campagne son attachement à la notion d'«interdit» - dont on voit pourtant qu'elle est obsolète. Il avait refusé la proposition de son conseiller à la sécurité François Rebsamen, qui suggérait de punir la consommation de cannabis d'une simple contravention, au lieu de la peine maximale d'un an de prison prévue par la loi de 1970.

La gauche est prisonnière d'une approche idéologique de la question : elle a peur d'être taxée de laxisme. Or, en matière de drogues, ce n'est pas l'idéologie qui doit prévaloir, mais le pragmatisme, autour de trois objectifs : la santé publique, l'ordre public, les libertés individuelles. Peut-être la lecture de cette étude lui fera-t-elle changer d'avis ?

PRODUITS

Mais quelle est donc cette nouvelle drogue qui rend cannibale?

LES INROCKS – Drugnews – 29/05/2012 – par Arnaud Aubron

Que voilà une étrange affaire. A Miami ce samedi, la police a dû abattre un homme nu qui était en train de dévorer la tête d'un SDF. Une scène filmée (de très loin rassurez-vous) par une caméra de surveillance du Miami Herald. Malgré plusieurs tentatives de les séparer, l'homme n'aurait pas lâché sa proie avant d'être atteint par plusieurs balles. Avec 75% du visage arraché, la victime serait toujours dans un état critique.

Passée la légitime émotion face à l'horreur de ce fait-divers, vient le temps des tentatives d'explication. Un casse-tête digne des Experts Miami qui alimente les rumeurs les plus folles et ce n'est probablement qu'un début. Seul point commun à toutes ces tentatives plus ou moins convaincantes d'expliquer l'inexplicable, et ce avant toute analyse scientifique: le rôle probable d'une « nouvelle drogue ».

Première piste avancée sur le site du Miami Herald par la police: une « psychose liée à la cocaïne ». Si la consommation de cocaïne peut effectivement entraîner exceptionnellement des réactions de violence, un tel déchainement paraît difficilement explicable par ce seul facteur. Fort heureusement d'ailleurs si l'on considère le nombre élevé de consommateurs réguliers de cocaïne dans le monde.

Le site français 24matins.fr pousse donc les conjectures semi-scientifiques un cran plus loin:

« Des faits qui sont à peine croyables mais qui pourraient s'expliquer par un syndrome bien connu des forces de police de Miami. Selon les autorités locales il s'agit du syndrome de délire agité, un trouble de la personnalité qui est lié dans la majeure partie des cas à la prise de drogue. Il se traduit par des excès de violence, un décuplement des forces et une hyperthermie, ce qui confirmerait la nudité du cannibale. »

Le « syndrome de délire agité », nous apprend Wikipedia, est un diagnostic « controversé », surtout avancé dans les cas de décès de forcenés lors de leur arrestation par la police. Il concernerait, de manière générale: « Des sujets mâles avec des antécédents de maladie mentale et / ou des problèmes d'abus de drogues, particulièrement de drogues stimulantes comme la cocaïne. Le sevrage alcoolique ou les traumatismes crâniens peuvent aussi y contribuer ».

(...) Reste que le « syndrome de délire agité » correspond plus à un ensemble de symptômes qu'à une cause. Et que la drogue n'est que l'un des facteurs explicatifs de ces cas.

Autre tentative d'explication donc, de la police toujours, sur le site de la chaîne WSVN-Fox 7. Il pourrait s'agir « d'une overdose d'une nouvelle forme puissante de LSD ». Selon Armando Aguilar, de la police de Miami: « Une personne qui enlève tous ses habits et devient violente est souvent le signe d'une phase de délirium liée à une overdose de drogues. C'est comme si leurs organes brûlaient de l'intérieur. » Toujours sur le même site, un médecin du Jackson Memorial Hospital, où la victime a été transférée, affirme de son côté: « Si vous les mélangez, la cocaïne et ces nouvelles formes de LSD provoquent un delirium. » Une nouvelle forme de LSD? Voilà de quoi alimenter la machine à fantasmes. Mais de quelle « nouvelle forme de LSD » mystérieuse parle-t-on là? Une piste se trouve sur le site du Miami Herald, qui cite un médecin du Jackson Memorial évoquant la théorie des « sels de bain ».

Depuis environ un an, les « sels de bain » défraient en effet la chronique en Amérique. Leur nom vient du Net, où ils sont souvent commercialisés en toute légalité comme engrais ou sels de bains, justement, afin de contourner les lois sur les drogues.

A l'image de la vague de consommation de PCP dans les années 70, on leur attribue toute sorte de phénomènes quasi surnaturels. Le New York Times parlait récemment d'un homme qui se serait jeté sur l'autoroute du haut d'un poteau dans l'Indiana, d'un autre qui aurait poignardé un religieux dans un monastère de Pennsylvanie ou encore d'une femme de Virginie occidentale qui se serait gratté jusqu'à se démembrer...

Apparus depuis environ deux ans sur le marché, ces sels de bain auraient été à l'origine de 3470 cas d'intoxication signalés aux autorités américaines entre janvier et juin 2011. Dix fois plus que pour toute l'année 2010. Une trentaine d'Etats américains ont pris des mesures d'interdiction les concernant en 2011. Mais que contiennent ces si redoutables « sels de bain »? Différentes substances qui ont généralement en commun d'être des dérivés synthétiques de cathinone, l'un des principes psychoactifs du khat. Outre l'éphédrone ou le MPDV, la plus connue de ces molécules est la méphédrone, une drogue aux effets assez similaire à la cocaïne ou à la MDMA et qui connût un certain succès en Europe en 2009 et 2010 suite à une pénurie d'ecstasy. Elle fut rapidement interdite. En 2010, une vingtaine de décès avaient été directement attribués à la méphédrone par la police et la presse anglaise. Aucun n'a été confirmé par les expertises médico-légales.

Si les études scientifiques concernant l'effet de ces drogues de synthèse restent rares et parcellaires étant donné leur apparition récente sur le marché, aucune (à ma connaissance) ne semble pour l'instant à même d'expliquer les accès de démence parfois décrits dans les journaux ou rapportés par la police. Y compris pour ce dernier cas en Floride.

Rien de bien convaincant en résumé, dans l'attente des analyses toxicologiques. Ce qui ne signifie pas que le « zombie de Miami » n'avait pas consommé de drogues, mais qu'à ce stade il semble pour le moins prématuré de vouloir attribuer son acte à l'émergence d'une énième nouvelle drogue encore plus dangereuse que les précédentes.

Cette psychose du zombie camé est loin d'être une première. Il suffit de se souvenir du désormais célèbre krokodil que nombre de médias décrivaient déjà aux portes de nos doux foyers... mais qui n'est à ce jour, fort heureusement, jamais arrivé. Ou encore de ce fait divers tragique, toujours en Floride, décrit par le responsable du service fédéral antidrogues américain: « Une famille entière a été massacrée par un jeune drogué en Floride. Des policiers ont découvert le jeune homme errant au milieu d'un véritable abattoir humain. Il avait tué à la hache son père, sa mère, ses deux frères et une sœur. [...] Il n'avait aucun souvenir d'avoir commis ce multiple crime. Les policiers avaient de lui l'image d'un jeune homme sensé, assez calme. Ils ont cherché le mobile du crime. Le garçon leur a dit qu'il avait l'habitude de fumer quelque chose que ses copains appelaient "joints". » Décrite dans les années 30 par le tristement célèbre Harry Anslinger, responsable du Bureau fédéral des narcotiques, l'histoire visait à obtenir du Congrès l'interdiction d'une nouvelle drogue elle aussi très dangereuse: la marijuana.

REDUCTION DES RISQUES

Le changement : ce qu'on en attend...

Site AFR – 16/05/2012 – par Serge Longère, président de l'AFR

EDITO DU PRESIDENT. Le 6 mai dernier, les suffrages se sont exprimés en faveur d'un retour du parti socialiste pour prendre la tête du pays et gouverner.

Depuis dix années notre pays vit dans l'austérité et dans une politique sécuritaire menée de bout en bout par les gouvernements successifs de Messieurs Chirac et Sarkozy. Même si en 2006 nous avons connu l'institutionnalisation qui nous a permis de poursuivre notre travail dans un confort budgétaire jamais égalé, la politique menée auprès des usagers de drogues s'est réellement durcie. Les interpellations se sont multipliées, tout comme les incarcérations pour simple consommation.

Le président de la MILDT que nous avons connu ces cinq années passées n'a pas pris le temps de comprendre sur quoi pouvait être fondée notre approche. Loin du terrain, contrairement à certains de ses collaborateurs, il s'est avant tout préoccupé de remettre de l'ordre et de maintenir que la consommation de drogues était un délit. Sans plus s'attarder sur les circonstances qui peuvent amener une personne à consommer...

Loin des connaissances de la médecine et des lois fondamentales qui forgent l'existence de l'être humain, Monsieur Apaire a mis en avant sans relâche que prendre des drogues était un acte de malveillance, un acte délictueux, qui devait être réprimé. Que de temps perdu et que de marche arrière après les avancées que nous avons pu connaître du temps de Madame Nicole Maestracci.

La politique sécuritaire et la chasse à la drogue menées ces dix dernières années par Monsieur Sarkozy en tant que Ministre de l'intérieur, puis comme premier représentant de l'Etat a fait beaucoup de mal et de tort à nos actions menées sur le terrain et a rendu complexe notre travail au quotidien. Les usagers se sont vus interpellés de nombreuses fois aux alentours de nos structures, allant jusqu'à se faire fouiller à la sortie par les forces de police qui n'ont pas hésité parfois à casser le matériel ou le confisquer tout comme certains traitements de substitution. Ces comportements policiers ont entraîné de fait, parfois si ce n'est un recul des usagers vers les C.A.A.R.U.D, au moins une hésitation à prendre du matériel d'injection.

A la fois une institutionnalisation qui venait rappeler comment la politique de R.D.R avait su faire ses preuves en diminuant par vingt les taux de prévalence d'infection au VIH en quinze ans et faire entrer la R.D.R dans le Code de Santé Publique, et en parallèle une politique sécuritaire sans précédent.

Le débat sur les salles de consommations supervisées que nous avons connu lors de l'été 2010, après la conférence sur le V.I.H de Vienne, les rapports scientifiques rendus sur le sujet et l'engagement de certains élus n'ont guère fait avancer les faits concrètement. Malgré les déclarations de Roselyne Bachelot, alors Ministre de la Santé, le premier Ministre Monsieur Fillon a répondu sans vergogne et sans hésitation que ces sites « n'étaient ni souhaitables, ni envisageables. »

La prévention sur les drogues a été menée dans certains sites scolaires par des gendarmes ou policiers qui à l'aide de chien sont allés jusqu'à fouiller les sacs des collégiens, avec l'autorisation des chefs d'établissements et devant la stupéfaction des parents d'élèves.

L'Aide Médicale d'Etat est devenue payante retardant l'entrée dans les soins de certains usagers souffrant de pathologies infectieuses. L'accès aux soins et l'entrée dans le droit commun se sont durcis, ne permettant pas aux intervenants des structures C.A.A.R.U.D et ou C.S.A.P.A de faire avancer certains dossiers d'usagers...

Bref beaucoup de retard pris ces dernières années comme s'il nous fallait encore et de nouveau recommencer à convaincre l'intérêt d'une politique juste et égalitaire pour les usagers de drogues. Durant toutes ces années, nous avons dû tenir contre vent et marées et maintenir sans relâche notre travail et parfois nous avons pu noter dans les équipes un certain découragement.

Même si nous n'avons pas à ce jour de garantie quant à la politique sur l'usage de drogues qui va être menée lors du prochain quinquennat présidé par Monsieur Hollande et du traitement qui va être réservé aux consommateurs, on ne peut être que plein d'espoir de ce changement de cap et d'orientation politique qu'ont choisi dimanche les citoyens de notre pays.

Avec la constitution du nouveau gouvernement et les élections législatives, nous avons beaucoup d'attentes sur certains dossiers et entrerons rapidement en lien avec les responsables des sujets qui nous concernent. Nos attentes sont bien évidemment orientées sur une politique de santé qui prenne en compte la situation des usagers de drogues les plus précaires, dans notre pays en s'attardant sur leur conditions de vie qui s'est grandement détériorée, sur leur accès au droit commun et leur entrée dans le système de soins le plus rapidement possible sachant que les dernières enquêtes montrent que plus de 60% des usagers que nous rencontrons sont infectés par le virus de l'hépatite C..

Mais aussi sur les conditions de vie en milieu carcéral pour les usagers de drogues pour qu'existe réellement une véritable réduction des risques reconnaissant enfin qu'en prison les drogues circulent.

Une reprise du débat sur les salles de consommation à moindre risque qui est venu démontrer que l'existence de ces dispositifs permettait une amélioration sensible de l'état de santé des personnes ainsi qu'une diminution des nuisances là où étaient en place des scènes de consommation.

La prise en compte également du vieillissement des usagers pour lesquels aucune solution n'existe quant à leur devenir.

Un regard aussi sur les consommations précoces des plus jeunes, ceux que les C.A.A.R.U.D et les C.S.A.P.A ne voient jamais, ou alors sur les actions festives et qui n'ont pas, c'est le moins que l'on puisse dire, bénéficié de messages cohérents sur les risques liés à la consommation. Si ce n'est des messages

mettant en avant les dangers et l'interdiction de consommer, en rappelant sans cesse que consommer des drogues restait un délit. Comme si bien entendu ces messages d'interdiction avaient quelque portée et quelque utilité.

La France a pris sur certains sujets, du retard sur nos voisins européens comme l'Angleterre, l'Allemagne, les Pays Bas, la Suisse ou encore l'Espagne et le Portugal qui ont su démontrer que la dépénalisation de certaines drogues n'entraînait pas de fait l'augmentation des consommations et que l'expérimentation de salles de consommation répondait à des besoins réels.

En octobre prochain les 25 et 26 auront lieu à Paris les quatrième rencontres de la Réduction des Risques, une occasion d'interpeller alors les politiques en charge de ces dossiers et de les inviter à débattre à notre tribune politique, pour qu'existe en France une véritable prise de conscience que consommer des drogues n'est en rien un délit et qu'il faut en finir avec cette pénalisation de l'usage simple de toutes les drogues et que s'élargissent les droits pour les usagers, afin qu'ils soient considérés comme des citoyens à part entière.

Une politique pour l'égalité des chances et des droits....

AUTOSUPPORT

L'association PsychoACTIF est née !

15-04-2012 13:43 - Posté par L'équipe de PsychoACTIF

<http://www.psychoactif.fr/forum/index.php?newsletter=yes>

A tous les amis du forum,

L'association Psychoactif est née le week-end du 7 au 8 avril, le bureau de l'association a été constitué.

L'association Psychoactif est une structure administrative et juridique de soutien à la plateforme Psychoactif.fr

Psychoactif centre son action sur la parole des usagers qui aujourd'hui passe par le WEB.

Nos objectifs sont :

- D'offrir à toutes les personnes prenant des drogues ou ayant pris des drogues, la possibilité de s'informer, de communiquer, de s'entraider, d'échanger sur ses pratiques et ses expériences, de contribuer à la construction de savoirs sur les drogues et leurs usages, dans une optique de réduction des risques, par le biais d'une plate-forme Internet (Forums, blogs, chat, réseaux sociaux, wiki, vidéos...)

- De faire changer le regard des pouvoirs publics et de la population générale sur les personnes utilisatrices de drogues ou d'un traitement de substitution opiacé.

- De faire remonter les informations aux pouvoirs publics et aux professionnels de santé sur les pratiques des personnes utilisatrices de drogues.

L'équipe est composée de bénévoles passionnés par leur engagement à faire vivre cet outil dans le respect des lois et persuadés que ce forum reste une exception française regardée avec bienveillance par les chercheurs du monde entier.

Le travail de Psychoactif participe des approches d'auto-support défendues par ASUD. S'il est indépendant d'ASUD, Psychoactif s'en conçoit comme complémentaire, des modérateurs étant membres actifs des deux associations. Par sa spécialisation sur l'outil forum internet, Psychoactif veut contribuer à mieux faire remonter la parole des usagers auprès des institutions en exploitant au mieux les possibilités d'une Plateforme web.

Notre liberté d'action et de parole nous ont semblé être essentielles et faire partie du perfectionnement de l'outil dont nous avons besoin.

Nous vous remercions d'avance de votre participation et de votre soutien.

L'équipe de Psychoactif.

TRAFIC, POLICE, JUSTICE

Cocaïne : quatre Croates mis en examen en Martinique

LIBERATION - 10 mai 2012 - (AFP)

Quatre ressortissants croates ont été mis en examen et écroués pour «association de malfaiteurs et trafic de stupéfiants en bande organisée» à Ducos (Martinique), a annoncé mercredi le parquet de Fort-de-France.

Cette mise en examen fait suite à la saisie de 174 kg de cocaïne lors de l'arraisonnement d'un voilier battant pavillon croate dans les eaux territoriales de la Martinique, le mercredi 2 mai dernier.

La drogue était dissimulée dans la proue du voilier. Il a fallu utiliser une vidéo endoscopique pour découvrir la cocaïne cachée derrière des panneaux en plastique couverts de résine à base de moutarde et de café pour la rendre indétectable par des chiens anti-drogue.

Selon le procureur de la République Claude Bellenger, cette saisie est le fruit d'un «long travail de renseignement et d'enquête» mené en concertation avec les polices française, néerlandaise, américaine et croate.

De son côté Frédéric Ménard, le chef de l'antenne Caraïbes de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants (OCRTIS) a expliqué que tout est venu d'un «renseignement fourni par les policiers croates sur une organisation croate qui s'apprêtait à faire partir un voilier des Antilles vers l'Europe et corroboré par un renseignement des douaniers de Fort-de-France».

«Après quatre mois, quatre mois et demi d'enquête, il s'est avéré que deux skippers étaient à Saint Martin et s'apprêtaient à regagner la Martinique pour récupérer le bateau et le skipper ensuite vers l'Europe», a ajouté Frédéric Ménard. «Mais ils n'en ont pas eu le temps et le bateau a dû être intercepté», a-t-il conclu.

Une saisie de 69 kilos de drogue sur un ULM

LIBERATION - 18 mai 2012 - (AFP)

Les douanes ont opéré contre le pilote dans le Pas-de-Calais, au moment où il s'apprêtait à s'envoler pour la Grande-Bretagne.

Environ 63 kg d'amphétamines et 6 kg de cocaïne destinés à être livrés à la Grande-Bretagne ont été saisis le 12 mai par les douanes sur un ULM en partance à l'aérodrome de Marck (Pas-de-Calais), a annoncé vendredi la direction générale des douanes.

Ce sont les agissements suspects du pilote de l'ULM qui avaient alerté les douaniers, lors d'une opération de surveillance. Les enquêteurs de la DOD (Direction des opérations douanières) de Calais et de Lille avaient notamment assisté à la remise de deux sacs de sport par un automobiliste au pilote de cet ULM en partance pour la Grande-Bretagne.

Après avoir saisi les sacs, les enquêteurs ont découvert à l'intérieur environ 63 kg d'amphétamines et 6 kg de cocaïne, d'une valeur «de plus d'un million d'euros», indique le communiqué de la direction générale des douanes. Des perquisitions menées aux domicile du pilote et de la personne lui ayant remis les sacs ont également permis de découvrir, grâce à la coopération des services britanniques, «plus de 300 sachets d'ecstasy pour un montant de 2.500 livres sterling» (environ 3.100 euros).

INTERNATIONAL

ASIE CENTRALE. Un "paradis" pour le trafic d'héroïne afghane

COURRIER INTERNATIONAL - 22.05.2012

L'Asie centrale constitue une "plaque tournante du trafic de drogue en provenance d'Afghanistan", selon le nouveau rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), rapporte le site Eurasianet. Chaque année, 90 tonnes d'héroïne pure, soit "un quart des 'exportations' d'héroïne afghane", passe par l'Asie centrale. Les douanes n'en saisissent que 3 %. Et pour cause : "La corruption, l'implication personnelle de hauts fonctionnaires et hommes politiques d'Asie centrale dans le trafic illicite et le manque de coopération [entre les cinq pays] font de cette région un endroit idéal pour le trafic", fustige le rapport.

Le revenu net des trafiquants s'est élevé à 1,4 milliard de dollars (1 milliard d'euros) en 2010, selon l'ONU.

La route principale passe par le Tadjikistan, pays le plus pauvre de la région, mais où "le boom de la construction immobilière et la prolifération de voitures de luxe dans les rues de Douchanbé indiquent l'implication de fonctionnaires dans ces activités". Le Kazakhstan est épinglé pour le peu d'efficacité de ses douanes "pourtant parmi les mieux équipées de la région". "Depuis l'indépendance des pays centrasiatiques en 1991, pas un seul baron de la drogue n'a été arrêté, ce qui témoigne de l'emprise des réseaux criminels sur ces pays", estime le rapport.

COLOMBIE. Les prisons de Floride, nouvel eldorado des narcos

LIBERATION - 18 mai 2012 - Par MICHEL TAILLE BOGOTÁ, de notre correspondant

Pablo Escobar doit se retourner dans sa tombe. Les lointains héritiers du parrain colombien de la cocaïne, abattu en 1993, se rendent à tour de bras à l'Oncle Sam. Derniers en date, les frères Serna, alias «Comba», trafiquants à la tête d'une armée privée de 1 500 hommes, se sont rendus au début du mois à la DEA, l'agence antidrogue de Washington. Ces blancs-becs n'ont plus de valeurs. Le «patron» Escobar et les siens disaient préférer «une tombe en Colombie à une cellule aux Etats-Unis», et ils le prouvaient : pour éviter l'extradition, ils corrompaient juges et parlementaires, assassinaient des ministres, faisaient sauter des avions de ligne et les bâtiments des services secrets. Aujourd'hui, comme le note non sans sarcasme le quotidien *El Tiempo*, leurs descendants «demandent leur visa» pour les Etats-Unis.

Depuis l'entrée en vigueur de l'extradition, en 1997, le pays du Nord leur a dévoilé ses atouts : une vaste communauté hispanophone, le doux climat de Floride et, surtout, de généreux aménagements de peine pour les «balances». Avant même de débarquer sur le sol américain, les Comba auraient monnayé des renseignements sur des biens mal blanchis et des informations sur les réseaux du trafic. Leur avocat juge que ces deux gros bonnets, responsables de dizaines de meurtres, devraient s'en tirer avec moins de dix ans de prison.

Le négoce se généralise : un tiers de leurs collègues capturés en Colombie choisit une procédure d'extradition accélérée pour négocier au plus vite à Washington, avec l'aide d'avocats grassement rémunérés. Une ex-procureure antidrogue américaine renommée, Bonnie Klapper, est venue en avril «conseiller» à Bogotá un puissant caïd. Après la peine écourtée, beaucoup reprennent du service au pays. Parmi les plus notables, le «Chimiste» Víctor Patiño, qui a assez balancé pour ne passer que six ans derrière les barreaux, se serait allié à une bande armée pour fournir la mafia mexicaine. D'autres réinvestiraient à Miami, en Floride, dans des haras ou des fast-foods.

L'Etat colombien, qui espérait que l'extradition pallie la corruption et la lenteur de sa justice, s'agace de nombreux dérapages. Certains capos, qui ont toujours des meurtres à avouer à Bogotá, capturés - au prix de la vie de ses policiers - et envoyés vers le Nord seraient introuvables. «Nous ne savons pas clairement s'ils purgent des longues peines, s'ils sont en liberté surveillée ou s'ils sont sortis de prison», a avoué à l'hebdomadaire *Semana* le directeur de la police nationale, Oscar Naranjo. Le ministre de la Justice, Juan Carlos Esguerra, a fait part à Washington de son «inquiétude». Mais dans le fond, reconnaît le responsable, la Colombie «doit commencer à penser à résoudre ses problèmes de criminalité elle-même».

HONDURAS. Une bavure des Américains enflamme le nord du pays

COURRIER INTERNATIONAL - 18.05.2012

Des bâtiments officiels brûlés et des manifestations, c'est ainsi que les habitants de la Mosquitia, une zone reculée du nord du Honduras, ont protesté jeudi 17 mai contre la mort de quatre habitants de la région. Ils ont été tués lors d'un raid récent réalisé conjointement par les forces de l'ordre honduriennes et par des membres des forces spéciales américaines présents sur place pour lutter contre le trafic de drogue. Pour se justifier, les autorités américaines et honduriennes arguent que cette opération a permis de tuer deux trafiquants et de saisir 500 kilos de cocaïne. Les habitants de la Mosquitia exigent que les agents américains quittent la région immédiatement. Une situation qui embarrasse les deux pays, souligne le *New York Times*. D'après une étude américaine citée par le journal américain, 79% de la drogue qui arrive aux Etats-Unis transite par le Honduras.

MALI. Traînées de poudre dans le Sahel

LIBERATION - 1 mai 2012 - Par MARIA MALAGARDIS

Le (Sahel ? Mali ?⁴) est devenu une plaque tournante pour le trafic de drogue à destination de l'Europe, dont profitent à la fois Aqmi et les différents pouvoirs maliens.

Les pays de l'Afrique de l'Ouest ne sont peut-être pas les seuls à s'inquiéter de la situation au Nord Mali, «annexé» par une coalition hétéroclite de rebelles touaregs et de milices islamistes, début avril. Sur d'autres rives du monde, des businessmen d'un genre un peu particulier doivent eux aussi suivre avec attention l'évolution chaotique de cette région immense. Ils n'apprécient pas forcément ce surcroît inattendu de désordre : «Pour faire transiter quatre tonnes de coke en provenance de Colombie, un Etat faible comme le Mali c'est très utile, résume un spécialiste du dossier, qui préfère rester anonyme. En revanche, l'incertitude et l'absence de sécurité de ces trois semaines, c'est moins pratique pour s'assurer que ce genre de marchandises arrive à destination.» Le Sahel n'est pas seulement la nouvelle terre promise des fondamentalistes musulmans adeptes de la prise d'otages ; cette vaste zone aux franges du Maghreb est aussi devenue l'une des principales zones de transit pour toutes sortes de trafics : haschisch, cigarettes, médicaments de contrefaçon, et surtout cocaïne.

«Aux portes de l'Europe, premier marché de consommation mondiale, la région est moins dangereuse que les routes plus directes entre les zones de production d'Amérique latine et le continent européen», constatent deux députés français, François Loncle et Henri Plagnol, dans leur rapport sur le Sahel, présenté en mars devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Selon les Nations unies, 50 tonnes de cocaïne transitent chaque année par l'Afrique de l'Ouest en direction du marché européen. Et au cœur de ces nouvelles routes : le Mali, pays déjà considéré comme «le maillon faible» de la lutte contre Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi). Jihad et délinquance peuvent facilement s'accorder quand les activités illicites sont justifiées au nom de la guerre sainte.

4 Le mot manque dans l'article

Pourtant, pour de nombreux observateurs, Aqmi jouerait surtout un rôle de «protection» des routes du trafic, sans en être véritablement le chef d'orchestre. Les responsables d'Aqmi, parmi lesquels on compte quand même deux célèbres contrebandiers (Abou Zeid et Mokhtar Belmokhtar, surnommé «Mister Marlboro») se contenteraient le plus souvent d'exiger «un impôt révolutionnaire» sans «être partie prenante directe des trafics», constatent ainsi les députés français dans leur rapport. Reste que l'installation des bases d'Aqmi au Nord du Mali après 2007 coïncide avec la réorientation de la route de la coke à travers le désert malien.

«Air Cocaïne». «L'année charnière, c'est 2009. C'est à ce moment-là que la côte africaine perd son attrait au profit du Sahel et du Mali», souligne notre spécialiste anonyme. 2009 ? C'est aussi l'année où éclate l'affaire d'«Air Cocaïne». Fin novembre 2009, un Boeing 727 est retrouvé calciné dans la région de Gao. En plein désert, au lieu-dit Sinkrebaka («le bélier aux cornes tordues»), la découverte de l'immense épave de 46 mètres fait sensation. Pourtant, pendant trois semaines, les autorités maliennes font tout pour étouffer l'affaire. On apprendra peu à peu que le gros-porteur, enregistré en Guinée-Bissau, venait du Venezuela avec à son bord 5 à 6 tonnes de cocaïne d'une valeur estimée à 300 millions d'euros. Faut de avoir pu faire redécoller l'avion de cette piste très sommaire, les trafiquants auraient décidé de le brûler.

Seize mois plus tard, trois personnes sont finalement arrêtées à Bamako et inculpées de trafic international de stupéfiants : un Malien qui gérait la filiale locale de Go Voyages, un ancien flic espagnol et un Français. Installé depuis quarante ans à Bamako, Eric Vernay est un ancien pilote qui avait créé une petite entreprise d'aviation avant de devenir le représentant local d'un groupe à capitaux indiens spécialisé dans la reconversion de mines. Il serait encore en prison à Bamako.

Les vols à destination du désert ont pourtant continué. Ainsi, entre mars et avril 2010, huit rotations aériennes au moins auraient permis de décharger 600 kg de coke. «Tout le monde sait que plusieurs hauts gradés maliens sont impliqués directement dans ce trafic. Le problème du Mali, c'est que l'économie de la drogue est désormais ancrée au cœur du pouvoir. C'est une rente qui enrichit des officiers, mais aussi des députés, qui s'en servent pour financer leur campagne électorale», constate encore notre spécialiste qui refuse d'être cité.

«Largesses». Un télégramme envoyé le 25 octobre 2009 par les services algériens à l'ambassade des Etats-Unis à Bamako, révélé par WikiLeaks, signalait que «plusieurs familles riches et puissantes du Mali ont eu droit aux largesses des trafiquants». Pour certains analystes, la colère des soldats mutins qui ont conduit l'éphémère coup d'Etat du 22 mars s'explique également «par une révolte de la base face à une hiérarchie d'autant moins prête à se battre farouchement contre les rebelles touaregs au Nord qu'elle profitait largement, et aux yeux de tous, du trafic de drogue». Aujourd'hui, la junte est formellement dissoute, le Nord incertain et les trafiquants toujours invisibles.

Le MEXIQUE face à une surenchère de violence macabre des cartels

Le Monde.fr | 16.05.2012 – Revue de presse - Par Audrey Garric et Aymeric Janier

Naguère paradis incontesté des touristes, le Mexique est aujourd'hui la proie d'affrontements violents entre des narcotrafiants sans états d'âme. Une spirale funeste que rien ne paraît pouvoir enrayer.

Dimanche 13 mai, 49 corps - 43 hommes et 6 femmes - aux têtes et mains coupées, ont été trouvés, dans la boue et la poussière, au bord d'une autoroute reliant Monterrey, capitale de l'Etat septentrional du Nuevo Leon, à la frontière avec le Texas, relate le Houston Chronicle. Le procureur général de l'Etat, Adrian de la Garza, a déclaré que les victimes pourraient être des migrants d'Amérique centrale, même si certains tatouages de la "Santa Muerte", la sainte de la mort mexicaine, retrouvés sur les corps, laissent à penser qu'il ne s'agissait peut-être pas seulement de civils, explique le New York Times.

D'après les indices retrouvés sur place, et notamment un message revendiquant le massacre, cet "acte d'une totale barbarie" - selon un responsable local cité par le Washington Post - serait à mettre au compte du cartel des Zetas, sans doute le plus violent du pays.

LONGUE LISTE MACABRE

L'acte, si sanglant qu'il soit, n'est en réalité que le dernier d'une longue liste macabre, rappelle le quotidien américain. Le 9 mai, 18 corps démembrés avaient ainsi été retrouvés dans la seconde ville du pays, Guadalajara. Quatre jours plus tôt, c'étaient les corps de 23 personnes qui avaient été pour certains pendus à un pont et pour d'autres décapités et jetés près de l'hôtel de ville de Nuevo Laredo, à la frontière avec les Etats-Unis. Les 12 et 17 avril, les autorités avaient encore découvert 21 autres cadavres mutilés dans cette même ville ainsi que dans la cité portuaire de Lázaro Cárdenas.

Destiné à terroriser les adversaires en particulier et la population en général, l'affichage public de cadavres dépecés a remplacé la pratique traditionnelle d'enterrer les victimes dans des charniers clandestins. "Tous ces actes font partie d'une stratégie médiatique pour attirer l'attention", estime dans les colonnes du Washington Post Javier Treviño, ancien lieutenant-gouverneur de Nuevo Leon.

CONTRÔLE DU TRAFIC DE DROGUE

Depuis quelques mois, le nord du Mexique constitue en effet le terrain d'affrontements privilégié des parrains

de la drogue. Les puissants cartels des Zetas, du Golfe et de Sinaloa s'y affrontent sans pitié pour le contrôle des principales routes du trafic vers les Etats-Unis.

Au sein de cette région, Monterrey, ville industrielle où vivent quelque 4 millions de personnes, s'est transformée en un front central et stratégique de cette guerre, qui a déjà fait plus de 50 000 morts depuis 2006, quand le président Felipe Calderon a déployé des milliers de militaires et policiers contre les gangs. En plus de son propre marché local de stupéfiants, la troisième ville du pays est devenue un large centre d'entrepôt pour la cocaïne, la marijuana et d'autres drogues destinées aux consommateurs américains, raconte le Houston Chronicle. Les oléoducs reliant la ville proche de Cadereyta et la frontière sont également la cible régulière de voleurs, approvisionnant le dynamique marché noir de l'essence et d'autres produits pétroliers. Enfin, les petites villes, les maisons et ranchs isolés des environs constituent les repaires privilégiés des bandits.

"EL CHAPO", LE PARRAIN MEXICAIN

Mais si les affrontements ont empiré ces derniers mois, c'est en raison d'un homme : l'insaisissable et non moins roué Joaquin "El Chapo" Guzman, patron du gang de Sinaloa. Considéré comme le gangster le plus puissant de Mexico, il s'est allié avec le cartel du Golfe pour faire le siège des Zetas, qui dominent les environs de Monterrey.

Washington estime que le narcotraffiquant, milliardaire et classé en 55e position de la liste des personnes les plus influentes du globe par Forbes, est désormais plus riche et plus puissant que ne l'a été Pablo Escobar, qui contrôlait le cartel de Medellin en Colombie, relate La Presse, qui dresse le portrait de "l'homme le plus recherché du monde". Huit millions de dollars sont offerts pour sa capture ou son assassinat.

IMPUISSANCE DU GOUVERNEMENT

Face à ce déferlement de violence, qui n'épargne ni les civils ni la presse, comme le déplore El Pais, le pays voit pâlir son étoile auprès des investisseurs étrangers. Les citoyens eux-mêmes ont été contraints d'adapter leur mode de vie. Dans une enquête nationale menée l'an dernier par des chercheurs, citée par le Christian Science Monitor, 61 % des Mexicains disent cesser de sortir la nuit, 30 % ne plus conduire sur les autoroutes d'Etat et 22 % ne plus se rendre à des événements publics tels que des concerts ou des matches. La majorité déplore une situation qui s'aggrave.

Car si Felipe Calderón est parvenu à arrêter ou tuer de nombreux trafiquants de premier plan, il s'est révélé incapable de freiner la spirale de la violence, note le Wall Street Journal. Jeudi, le gouvernement a renforcé les accords de coopération avec l'Etat du Nuevo Leon et du Tamaulipas pour garantir la présence continue des troupes fédérales et de la police. Toutefois, la poursuite des massacres souligne à quel point les barons de la drogue peuvent encore agir en toute impunité dans la plupart des régions. Pour certains analystes, Joaquin Guzmán est trop puissant pour être arrêté ou tué en raison de ses contacts en haut lieu au gouvernement et dans l'armée.

A moins de deux mois de l'élection présidentielle, prévue le 1er juillet, les trois principaux candidats, Josefina Vázquez Mota, Andrés Manuel López Obrador et Enrique Peña Nieto, affichent leur détermination à faire pièce aux cartels, sans toutefois esquisser de solutions concrètes, regrette le Los Angeles Times. Ils ont seulement affirmé vouloir moins se concentrer sur la capture des parrains, et plus sur la réduction de la violence associée au trafic de drogue. Le Mexique en finira-t-il jamais avec ce fléau ?

Mort de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes

Le Monde.fr | 16.05.2012 - par Florence Noiville

Il détestait qu'on raconte sa vie. Il détestait encore plus l'idée de la raconter lui-même. "Ecrire une autobiographie, disait-il, c'est comme graver des mots sur sa propre tombe". L'écrivain et essayiste mexicain Carlos Fuentes, lauréat du prestigieux prix Cervantes et l'une des plus grandes figures des lettres latino-américaines, est mort mardi 15 mai, à l'hôpital Angeles de Pedregal de Mexico. Il était âgé de 83 ans.

(...)

Dans son dernier roman traduit, *Le Bonheur des familles* (2009), l'écrivain mexicain croise ce thème du temps avec celui de la violence. Comment échapper - ou plutôt ne pas échapper - aux chaînes de l'autodestruction, à la fois intimes comme le sont les liens du sang et historiques comme l'est la succession des générations dans un tissu social perverti ? Cette question sans réponse traverse les seize récits composant le livre. Et comme dans Terra Nostra, le bonheur, bien sûr reste, introuvable. Les familles s'étouffent dans leurs grandes et banales turpitudes. Ici, chaque nouvelle est ponctuée par un chœur destiné à faire "entendre la voix des sans voix". Commençant par une histoire de corruption, l'ouvrage se termine par cette répétition : "la violence, la violence". Un fil conducteur implacable, quasi obsessionnel, qui court des situations privées aux phénomènes sociaux. Psychologique, familiale, criminelle, politique, cette violence qui fait aujourd'hui la dramatique actualité du Mexique est récurrente dans toute l'œuvre de Fuentes dont chaque livre est à cet égard, "un acte d'exorcisme".

D'une interview à l'autre ou dans ses tribunes aux journaux, Fuentes développait à la fois une analyse des causes du phénomène et un point de vue terriblement pessimiste sur les chances d'en venir à bout. Pour les

causes, il citait l'explosion démographique du Mexique, passé en un siècle de 20 millions à 110 millions d'habitants, la misère, les inégalités sociales et le trafic de drogue. Un trafic qu'il considérait comme une conséquence de la prohibition aux Etats-Unis et qui l'amenait à prêcher la dépénalisation afin d'assécher le marché. "La fin de la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis n'a pas diminué ni augmenté le nombre d'ivrognes, mais elle a permis de neutraliser Al Capone", plaidait-il encore récemment lors d'une conversation avec un journaliste du Monde.

Mais les perspectives ne lui semblaient guère souriantes. "Quand j'étais jeune, avait-il confié en 2009 dans une interview au magazine *Lire* à l'occasion de sa venue au Salon du livre de Paris, je pouvais sortir dans les cafés et les cabarets de Mexico jusqu'à trois heures du matin et rentrer tranquillement chez moi à pied. Aujourd'hui, je ne me risque même plus à m'aventurer tout seul au-delà du coin de la rue. Il nous faut inventer d'urgence une modernité mexicaine où fonctionnent la loi et la justice. Mais ça va nous demander beaucoup de temps et de travail. Je ne serai plus là pour en voir le résultat."

Les démons du Mexique

LE MONDE, CULTURE ET IDEES | 16.05.2012 – par Paulo A. Paranagua

Dans un de ses derniers romans, *La Voluntad y la Fortuna* ("La Volonté et la Fortune"), Carlos Fuentes fait "parler" une tête coupée sur une plage du Pacifique. "Je suis la tête tranchée numéro mille depuis le début de l'année au Mexique. Je suis un des cinquante décapités de la semaine, le septième de la journée et le seul des dernières trois heures et quart..." Le narrateur exagère, mais les Mexicains assistent depuis quelques années à une déferlante d'homicides barbares, où les têtes coupées alternent avec les corps démembrés laissés sur la voie publique pour frapper l'opinion. Depuis 2007, malgré le déploiement de l'armée dans les rues, on compte 50 000 morts liés au crime organisé.

Pendant des décennies, le Mexique avait pourtant connu une chute des homicides. "Nous sommes brusquement revenus aux taux d'il y a vingt ans", affirme le sociologue Roger Bartra. Les meurtres sont de retour, mais les méthodes des assassins ont changé : aujourd'hui, l'explosion de la criminalité va de pair avec une cruauté et une barbarie jamais vues auparavant. "Le sinistre tournoi de brutalités en vue de terroriser l'ennemi ne connaît pas de limites, constate Hector Aguilar Camín, auteur de *La Mort à Veracruz* (Points, 1992) et directeur du mensuel *Nexos*, qui se trouve à la croisée du journalisme d'investigation et des sciences humaines. Les jeunes assassins chargent les images de leurs forfaits sur une clé USB pour prouver à leurs chefs leur efficacité."

Les Mexicains n'assistent pas à de simples règlements de comptes entre cartels de la drogue et à des affrontements avec les autorités : avant ou après les assassinats, les corps sont souvent démembrés et les meurtriers n'hésitent pas à trancher les têtes de leurs victimes à la machette. Cette surenchère n'a pas d'antécédents. "A l'époque de la révolution mexicaine, au début du XXe siècle, on fusillait à tour de bras, mais on ne mutilait pas les corps", rappelle l'historien Enrique Krauze, directeur de la revue *Letras Libres*. Les kidnappeurs d'aujourd'hui n'ont pas d'états d'âme : pour eux, le corps des victimes est devenu un support à messages. "Un oeil, une oreille, un doigt arraché sont autant de codes à déchiffrer", souligne le jeune écrivain Fabricio Mejía.

"Les scènes de crime dantesques que nous voyons aujourd'hui suscitent peur et perplexité, ajoute Enrique Krauze. Il faut admettre l'existence du mal, je l'ai ressenti lorsque j'ai visité les camps d'extermination nazis en Pologne, d'où vient ma famille." Et de raconter ce qui est arrivé au créateur d'un mouvement pacifiste, le poète Javier Sicilia, à la suite de l'assassinat de son fils. En bon catholique, Javier Sicilia voulait rencontrer l'assassin et lui parler. Mais lorsque les autorités lui ont montré les photos de têtes tranchées stockées dans le portable du meurtrier, le poète a reculé : "Je n'ai rien à lui dire, il n'a plus rien d'humain", a dit Sicilia, sous le choc. "Chez les jeunes criminels, il y a une fascination pour le mal", soupire le cinéaste Arturo Ripstein. Considéré par beaucoup comme le plus grand écrivain vivant du Mexique, Carlos Fuentes voit dans ce déluge de barbarie "l'émergence de la cruauté enfouie du peuple mexicain", qui s'est manifestée pendant la révolution des années 1910 ou le conflit des années 1920 entre l'Etat et les paysans catholiques, les Cristeros. "La révolution mexicaine, comme la française ou la russe, a été très violente : elle a fait 1 million de morts", explique-t-il.

"La mise en scène des corps démembrés renvoie à une esthétique mexicaine gore, baroque, ajoute le psychanalyste lacanien Benjamin Mayer. Le répertoire était à portée de la main : l'imagerie doloriste du catholicisme transformait déjà la souffrance en spectacle et message. Mais il y a une nouvelle rhétorique de la violence. Les criminels jouent avec les médias, ils sont engagés dans une guerre symbolique." Dans son chef-d'oeuvre de 1950, *Le Labyrinthe de la solitude* (Gallimard), le poète et essayiste Octavio Paz (1914-1998), Prix Nobel de littérature, décrivait les Mexicains comme un "peuple rituel", "réservé", "stoïque, résigné, patient et souffrant". Il parlait aussi d'"indifférence" et de "séduction" à l'égard de la mort. Mais cette idée d'une "âme" mexicaine façonnée par un lourd héritage de sang, depuis les sacrifices humains des

Aztèques, ne convainc guère le cinéaste Paul Leduc. "La violence actuelle n'a rien à voir avec les Aztèques, elle est liée à la drogue", affirme-t-il.

Doté d'une longue frontière poreuse avec les Etats-Unis - destinataires des drogues et pourvoyeurs d'armes -, le Mexique est à la merci des cartels locaux, qui ont pris la relève des Colombiens. "Au Mexique, l'oligarchie issue des privatisations a asséché la capillarité sociale et la possibilité de promotion, explique l'historien Lorenzo Meyer. Seul le trafic de drogues laisse une chance d'ascension aux pauvres." Le trafiquant mexicain Joaquin "Chapo" Guzman, provenant d'un village situé dans un modeste milieu rural, Sinaloa, s'est ainsi imposé dans le classement des milliardaires de la revue Forbes ; tout comme son compatriote Carlos Slim, l'homme le plus riche de la planète, qui doit sa fortune aux télécoms privatisées. Et l'écrivain Fabricio Mejia de conclure : "Puisque Forbes confond la richesse légitime et l'illégitime, alors tout se vaut, tout est permis."

Formé par d'anciens militaires d'élite, le gang sanguinaire des Zetas copie les techniques des Kaibiles, les forces spéciales du Guatemala, qui avaient mené contre la guérilla une politique de la terre brûlée et d'extermination des hameaux paysans qui s'est terminée en 1996. "De même que les Etats-Unis payent le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan avec une augmentation du nombre de psychopathes, l'Amérique latine paye des années de guerre sale", analyse l'écrivain Fabricio Mejia. Les "narcos" ont enrôlé dans leur entreprise meurtrière des jeunes désœuvrés qui ne parvenaient pas à s'insérer dans la société. Grande dame des lettres mexicaines, Elena Poniatowska, qui a écrit les biographies de la photographe Tina Modotti et de la surréaliste Leonora Carrington, icônes du féminisme, ainsi que Cher Diego, Quiela t'embrasse (Actes Sud poche, 1993), se dit "bouleversée" par l'extrême jeunesse des assassins et des victimes, souvent mineurs. "La génération "ni-ni", qui ne parvient pas à faire d'études ni à trouver un emploi, est la chair à canon des cartels."

Le directeur de la revue *Nexos*, Hector Aguilar Camin, y ajoute une interprétation sociologique. "Pareille cruauté révèle la perte des valeurs de solidarité et d'appartenance à une communauté. Ainsi, la ville de Ciudad Juarez n'a pas de tissu social ni de terreau pour la citoyenneté : ni églises, ni sports, ni familles." A gauche, on ne se contente pas d'incriminer les narcotrafiquants : beaucoup d'intellectuels estiment que le président conservateur mexicain, Felipe Calderon, a une part de responsabilité dans le climat de terreur qui règne dans le pays. Maître du polar et biographe de Che Guevara, Paco Ignacio Taibo II critique ainsi l'attitude du chef de l'Etat, élu en 2006 avec une faible marge de voix par rapport au candidat de gauche, Andres Manuel Lopez Obrador, qui brigue à nouveau la présidence, le 1er juillet. "L'offensive militaire lancée par Calderon contre les narcos, quelques jours à peine après son investiture, cherchait à le doter d'une légitimité qu'il n'avait pas trouvée dans les urnes, assure Paco Ignacio Taibo II. Il a ainsi réveillé les vieux démons et les a lâchés dans la rue." Une situation aggravée par l'utilisation, par les autorités, de la torture pour obtenir des renseignements et par la manipulation des rivalités entre les cartels de la drogue. Tout au long du XXe siècle, le régime nationaliste et autoritaire enfanté par la révolution mexicaine avait, au contraire, étouffé les affrontements. "Le succès du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir entre 1929 et 2000) a été d'assurer la coexistence sociale, fût-ce au prix de la démocratie, affirme l'écrivain Carlos Fuentes. Cet équilibre s'est rompu avec les deux présidences de droite." En 2000, l'alternance tant attendue s'est faite au profit du président Vicente Fox, qui est ensuite parvenu à faire élire son successeur Felipe Calderon. Les Mexicains ne comparent pas cette transition démocratique au retrait des dictatures militaires en Amérique du Sud, mais à l'implosion de l'Union soviétique, avec l'effondrement du parti unique et l'émergence des mafias.

Pour ces intellectuels, l'explosion meurtrière qui ravage le pays est un révélateur. "Les narcos exposent le cancer qui ronge le Mexique, la corruption", assure l'historien Lorenzo Meyer. Révélateur des passerelles entre les criminels et l'élite qui expliquent la facilité du blanchiment d'argent. "Le Mexique est un simulacre d'Etat de droit ; les frontières entre le crime organisé et les institutions sont brouillées", estime l'écrivain Sergio Gonzalez Rodriguez. Révélateur, aussi, de la puissance de la mondialisation des images : Internet, les caméras numériques ou les portables sont aussi importants que les kalachnikovs. Auteur de *L'Homme sans tête*, Sergio Gonzalez Rodriguez pense d'ailleurs que la décapitation du journaliste Daniel Pearl par Al-Qaida en 2002, vue sur le Web, a influencé les criminels mexicains.

Certains intellectuels estiment en outre que la dérive meurtrière du Mexique trouve ses racines dans les déséquilibres des familles et la tradition machiste. Pour le psychanalyste Benjamin Mayer, l'incapacité des jeunes criminels à distinguer le bien et le mal est due à l'absence de référence paternelle dans de nombreuses familles monoparentales à la suite de l'émigration ou de l'abandon du père. Ces adolescents attardés surjouent leur virilité pour masquer leur fragilité psychique, précise Marta Lamas, anthropologue et féministe. "La masculinité se construit dans le risque, dans le défi à sa propre sécurité, la transgression au-delà du raisonnable ou des normes chrétiennes", explique-t-elle.

Cette masculinité agressive n'est pas une nouveauté dans l'histoire du Mexique : selon Marta Lamas, les

centaines d'assassinats de femmes commis dans la ville de Ciudad Juarez dans les années 1990 constituaient les prémices des atrocités et des mutilations qui sont perpétrées aujourd'hui. "Les corps outragés des femmes étaient déjà l'objet d'un pacte de sang masculin, d'un rituel d'initiation", souligne cette figure du féminisme. Auteur d'un récit qui évoque ces homicides non élucidés, *Des os dans le désert*, Sergio Gonzalez Rodriguez ajoute : "L'impunité est un aphrodisiaque pour les criminels."

Comment sortir de ce climat de terreur ? En Espagne, la défaite de l'organisation séparatiste basque ETA est passée par le rejet massif de ses crimes. Mais, au Mexique, le mouvement pacifiste du poète Javier Sicilia ne s'est pas élargi : il n'y a ni manifestations contre la violence ni organisation des proches des victimes. "Le mal reste un mystère irréductible, mais il faut y réfléchir, en discuter et le combattre avec une société unie et un Etat efficace, plaide l'historien Enrique Krauze. Or il n'y a pas de consensus entre les Mexicains, qui sont souvent dans le déni. La gauche rejette toute la responsabilité sur le président Calderon, comme s'il suffisait de le remplacer pour en finir."

Les intellectuels ont-ils une chance de se faire entendre ? Beaucoup de voix critiques sont présentes dans la presse et dans des revues comme *Nexos*, *Letras Libres* ou encore l'hebdomadaire *Proceso*, mais c'est un phénomène récent, lié à la démocratie. "Sous le régime du PRI, 90 % des intellectuels étaient cooptés, rappelle le sociologue Roger Bartra. 'Vivre hors du budget de l'Etat signifie vivre dans l'erreur', disait-on alors."

Le rapport de forces des cartels de narcos mexicains

Le Monde.fr | 18.05.2012 - Par Luc Vinogradoff

Les principaux cartels mexicains et leurs zones d'influence. | Le Monde.fr

Les cartels de narcotrafiquants mexicains sont en pleine recomposition depuis une dizaine d'années, tant à cause de l'offensive du gouvernement mexicain contre ses intérêts qu'en raison de dissensions et de schismes internes à leurs organisations. Ce n'est pas pour autant qu'ils ont été affaiblis. Pour Michael Braun, un ancien haut responsable de l'Agence antidrogue américain, il ne fait aucun doute que les cartels mexicains sont actuellement les groupes criminels les plus sophistiqués et dangereux de la planète, capables d'opérer rapidement en cellules autonomes et d'investir des millions de dollars en corruption et en achat de technologie dernier cri.

Leur implantation au sein de la société mexicaine n'a pas non plus été résolue. Selon une estimation d'Edgardo Buscaglia, président de l'Instituto de Acción Ciudadana et un des spécialistes mondiaux du narcotrafic, près de 71 % du territoire mexicain est sous le contrôle des cartels, qui établissent des "gouvernements parallèles" et contribuent à "l'afghanisation" du pays.

De six cartels en 2006, ils sont aujourd'hui une douzaine à se battre avec acharnement pour des bouts de territoire toujours plus petits. "La fragmentation des groupes de crime organisé sous l'administration Calderon a contribué à une augmentation de la violence dans les Etats du centre et du Pacifique", note une étude de l'université de San Diego.

Los Zetas. Devenu en quelques années le plus puissant groupe criminel du pays, cette organisation a été fondée par une trentaine d'anciens militaires d'élite ayant déserté, pour servir de bras armé au cartel du Golfe. Les Zetas sont issus des Grupos aeromoviles de fuerzas especiales (Gafes), les forces spéciales mexicaines, formées aux Etats-Unis et en Israël à la guérilla urbaine, à la contre-insurrection ou aux explosifs.

Les Gafes avaient été créés originellement en 1995 pour mettre un terme à l'insurrection au Chiapas. Ils sont connus pour utiliser des méthodes impitoyables, copiées sur les techniques des Kaibiles, les forces spéciales du Guatemala, qui avaient mené contre la guérilla une politique de la terre brûlée et d'extermination. Les techniques de décapitation et de mutilation, inexistantes au Mexique avant les années 2000, seraient nées de cette inspiration.

Fin 2011, les Zetas, ayant recruté davantage de soldats et de policiers déserteurs, étaient présents dans 17 Etats, principalement le long de la côte Est du Mexique, notamment dans la péninsule du Yucatan. Les médias et le gouvernement les tiennent largement pour responsables de l'escalade de la violence au Mexique, notamment dans les Etats de Jalisco, de Sinaloa, de Veracruz, de Durango, de Coahuila, de Zacatecas et de San Luis Potosí où ils s'affrontent avec le cartel de Sinaloa et le cartel du Golfe. Ils forment actuellement une alliance avec l'organisation Beltran-Leyva, et les cartels de Tijuana et Juarez.

Le cartel de Sinaloa. L'organisation criminelle la plus puissante du pays, dirigée par l'homme le plus recherché du Mexique, Joaquin "El Chapo" Guzman. Pour freiner la montée en puissance des Zetas, ils se sont récemment alliés au cartel du Golfe, anciens ennemis mortels.

Récemment, le cartel de Sinaloa a contribué à fragmenter le milieu des narcos en produisant des organisations plus petites et plus violentes, comme le cartel Jalisco nouvelle génération (CJNG), le cartel Milenio et La Resistencia. Le CNJG, formé par un ancien lieutenant de Sinaloa, Ignacio "El Nacho" Coronel

(abattu en 2010), et son bras armé, La Resistencia, s'attaquent désormais en priorité aux Zetas à Veracruz, Guadalajara et sur la côte Ouest, territoire historique du cartel de Sinaloa. Le cartel Milenio, aussi connu sous le nom de cartel des Valencias, s'est au contraire allié aux Zetas.

Le cartel du Golfe. Désormais allié du cartel de Sinaloa, le cartel du Golfe fait face à d'importantes dissensions internes, avec deux factions qui se battent pour le contrôle des opérations depuis la capture de leur chef Osiel Cárdenas Guillén, dit "El Loco", en 2003, et la mort de son frère Antonio Ezequiel Cárdenas Guillén, dit "El Tony Tormenta", en 2010. Il reste cependant un des cartels les plus puissants et les plus nocifs, et maintient le contrôle de nombreux endroits stratégiques dans les Etats de Tamaulipas et Nuevo Leon, malgré la montée en puissance de son ancien bras armé, les Zetas.

La nébuleuse Beltran-Leyva. Le cartel de la famille Beltran-Leyva est une excroissance du cartel de Sinaloa qui a trahi ses anciens alliés en se rangeant aux côtés des Zetas en 2008. Après la mort de leur grand leader Arturo Beltrán Leyva, dit "El Barbas", le cartel, comme d'autres organisations, se fissure en plusieurs factions. L'héritier familial, Héctor Beltrán Leyva, dit "El H", et d'anciens lieutenants - Sergio Villareal Barragan, dit "El Grande", et Edgar Valdes Villareal, dit "La Barbie" (cartel du Pacifique-Sud) - se sont affrontés pendant des années autour de la région d'Acapulco avant l'arrestation récente des deux derniers.

La fin de La Familia Michoacana. Cartel de narcotrafiquants à tendance religieuse, voire mystique, La Familia Michoacana sévissait dans l'Etat du même nom jusqu'à la fin de l'année 2010 et la mort de son fondateur, Nazario Moreno Gonzalez, dit "El Mas Loco" ou "El Chayo". Le Michoacan, ancienne zone d'influence du cartel du Golfe, et les Etats limitrophes sont désormais un lieu de lutte entre les restes de La Familia Michoacana et un nouveau cartel, Los Caballeros Templarios ("les chevaliers templiers"), spécialisé dans le trafic de méthamphétamine vers les Etats-Unis.

Le cartel de Jalisco nouvelle génération. Basé dans les régions de Veracruz et Guadalajara, le CJNG a pris de l'ampleur au début de l'année 2011, menant un combat frontal avec les Zetas, allant jusqu'à s'appeler parfois les "MataZetas" (Les tueurs de Zetas). Le CJNG opère régulièrement en laissant plusieurs dizaines de victimes mutilées dans les rues de grandes villes, les présentant comme des membres des Zetas.

Le cartel de Juarez. Depuis la mort de son leader Amado Carrillo Fuentes, dit "El Senior de los Cielos", en 1997, le cartel de Juarez est en perte de vitesse, même s'il contrôle encore l'axe El Paso-Ciudad Juarez - où transitent 70 % de la cocaïne qui arrive dans le territoire américain. Il repousse régulièrement des attaques du cartel de Sinaloa dans cette région. Le cartel de Juarez est actuellement dirigé par Vicente Carrillo Fuentes, dit "El Viceroy".

Quinze jours de violence ordinaire au Mexique

Le Monde.fr | 18.05.2012 - Par Luc Vinogradoff

Jeudi 13 mai, dans un coin isolé d'une autoroute à l'est de la ville de Cadereyta, dans l'Etat du Nuevo Leon, 49 cadavres mutilés, certains décapités, d'autres sauvagement dépecés, sont retrouvés dans des sacs poubelles, éparpillés sur le bitume.

Près de la scène de crime, une "narcomanta", un message laissé par les tueurs revendique cryptiquement le charnier : "100 % Z", une façon de dire que c'est l'œuvre du cartel des Zetas, formé par d'anciens militaires d'élite, en guerre dans cette région contre le puissant cartel de Sinaloa. Les autorités locales annonceront par la suite que les victimes n'étaient pas liés à l'un ou l'autre cartel. Originaires du sud du Mexique et d'Amérique centrale, elles auraient été enlevées et massacrées dans le seul but de faire passer un message.

Cet énième fait divers ultra-violent impliquant les cartels de narcotrafiquants était suffisamment barbare pour attirer l'attention de la presse internationale, qui l'a abondamment relayé. De l'étranger, on ne retient souvent que ces crimes spectaculairement violents. On retient les décapitations, les mutilations de groupes entiers. On retient la découverte d'un sous-marin qui transportait de la cocaïne, ou d'un char personnalisé par les narcos. Les simples fusillades, les exécutions sommaires dans des terrains vagues, les meurtres quotidiens d'inconnus par d'autres inconnus sont devenus tellement banals qu'ils ne font même plus ciller.

Dans les quinze premiers jours de mai, sans compter les 49 corps retrouvés à Cadereyta, 175 personnes ont été tuées dans des centaines d'incidents liés au trafic de drogue, principalement dans les Etats du Sinaloa, de Guerrero, du Tamaulipas, de Nuevo Leon et de Jalisco. Le 3 mai, les restes de quatre personnes démembrées, dont trois reporters photographes, sont retrouvés dans le port de Veracruz. Vingt-trois personnes sont tuées ce jour-là. Le 4 mai, vingt-trois cadavres sont découverts, quatorze décapités et neuf autres pendus à un pont de Nuevo Laredo, un des corridors du narcotrafic, à moins d'un kilomètre de la frontière américaine. Un drap est suspendu, avec un message du patron du cartel de Sinaloa, Joaquin "El

Chapo" Guzman, adressé au président mexicain et à un haut commandant des Zetas, Miguel Angel Treviño, dit "Z40".

"Monsieur le président, comme vous voulez nous donner un bonbon, en déclarant que selon vous il ne se passe rien et tout va bien, continuez comme ça et je vous assure que les têtes continueront à rouler. Continuez à écouter Z40 et dites que nous n'opérons pas à Nuevo Laredo (...). Moi je ne tue pas d'innocents comme tu le fais Z40, chaque mort à Nuevo Laredo est une pure ordure, autrement dit un pur Zeta."

Le 5 mai, six hommes, mineurs pour la plupart, meurent dans trois fusillades distinctes à Mexico. Douze personnes sont tuées ce jour-là dans tout le pays. Le 8 mai, un corps calciné est retrouvé dans une voiture à proximité d'une école primaire dans le Guerrero, un homme est assassiné à Arcelia et un autre, à moitié décapité, laissé sur un terrain de football. Dix personnes sont tuées ce jour-là. Le 9 mai, la police retrouve dix-huit crânes dans deux voitures en plein centre-ville de Jalisco. On apprendra par la suite qu'il s'agissait d'étudiants, de serveurs et de travailleurs enlevés peu de temps avant. Vingt-cinq personnes sont tuées ce jour-là.

Le 10 mai, un cadavre est retrouvé dans le Rio Colorado, dans le Michoacan, torturé, une pierre de 50 kilos attachée autour du cou. Douze personnes sont tuées ce jour-là. Le 11 mai, le journal El Mañana de Tamaulipas, attaqué la veille, annonce qu'il ne couvrira plus "les disputes violentes dans notre ville et dans notre pays" car "les conditions pour le libre exercice du journalisme n'existent plus". Six personnes sont tuées ce jour-là. Le 14 mai, un journaliste est retrouvé mort dans le coffre de sa voiture à Cuernavaca. A San Luis Potosí, un couple est décapité, leurs têtes laissées près d'un poste de police. Leurs corps sont retrouvés plus loin. Elle avait 18 ans, lui 17. A Juarez, un enfant de 13 ans est fusillé devant un bar. Quinze personnes sont tuées ce jour-là.

47 MORTS PAR JOUR, 4 CAS DE TORTURE, 2 DÉCAPITATIONS

Le degré de violence avec lequel vivent quotidiennement les Mexicains ne se traduit pas seulement par les chiffres. La cruauté et l'absence totale d'intérêt pour la vie humaine dont font preuve les tueurs force la société mexicaine à s'interroger sur elle-même. Intellectuels et responsables politiques tentent de trouver une explication à cette fuite en avant macabre. Le directeur de la revue Nexos, Hector Aguilar Camín, dit y voir une "perte des valeurs de solidarité et d'appartenance à une communauté". Le psychanalyste Benjamin Mayer estime lui que "la mise en scène des corps démembrés renvoie à une esthétique mexicaine gore, baroque".

Seules les statistiques, implacables, ne sont pas sujettes à interprétation. Le gouvernement mexicain n'a pas encore diffusé les statistiques officielles des morts dus à une "rivalité criminelle présumée" (selon la terminologie officielle) pour le dernier trimestre 2011. Une moyenne entre le décompte du journal La Reforma et les extrapolations d'une étude sur la violence au Mexique réalisée par l'université de San Diego arrive au chiffre de 16 419 morts en 2011, soit une hausse pour la 5e année consécutive. Plus de 50 000 personnes ont perdu la vie dans des crimes liés au trafic de drogue depuis que le président Felipe Calderon a déclaré la guerre aux narcos en 2006, déployant des dizaines de milliers de militaires dans le Nord. A cela s'ajoutent les "desaparecidos", les disparus qui ne figurent pas tous dans les chiffres officiels ou dont les corps, sans tête ou mains, n'ont tout simplement pas pu être identifiés. La Commission nationale des droits de l'homme mexicaine comptait 16 782 disparus jusqu'à novembre 2011. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) n'hésite plus à parler de "tragédie humanitaire".

Les chercheurs Cory Molzahn, Viridiana Rios et David Shirk de l'université de San Diego ont résumé la chose plus scientifiquement : en moyenne, chaque journée de 2011, 47 personnes ont été tuées dans des violences liées aux drogues, dont quatre ont été torturées, deux ont été décapitées, trois étaient des femmes, et dix étaient des jeunes. Au début de l'administration de Felipe Calderon, en 2006, un meurtre lié à la drogue arrivait toutes les 4 heures. En 2011, c'est toutes les 30 minutes. Et s'il faut rappeler que le taux de meurtre au Mexique se situe dans la moyenne des pays latino-américains - 18 pour 100 000 habitants, comparé à 82 pour le Honduras, 66 pour le Salvador ou 41 pour le Guatemala - la part liée au trafic de drogue a explosé depuis 2007, passant de 31,9 % à 53,8 %.

A son actif, le gouvernement de Felipe Calderon préfère mettre en avant ce qu'il considère comme des réussites de cette guerre contre la drogue : saisies jusqu'ici de plus de 100 tonnes de cocaïne, de 6 500 tonnes de marijuana et de 950 kilos d'héroïne, confiscation de 70 000 armes, de 5 000 grenades et, surtout, l'arrestation ou le meurtre de 35 "cibles hautement privilégiées" depuis 2006, selon l'expression reprise par le Congrès américain dans un rapport publié en janvier 2011.

"A chaque fois que la stratégie de Calderon a fonctionné avec la capture ou la disparition d'un trafiquant notoire, cela a créé un vide dans les cartels, explique Roderic Camp, chercheur spécialisé sur le Mexique à l'université Claremont McKenna. On n'est pas seulement confronté à une hausse spectaculaire des meurtres liés à la drogue, mais à une hausse des meurtres provoqués par les combats entre différents cartels."

En faisant la guerre aux narcos, le gouvernement mexicain a rebattu les cartes, quitte à ce que la partie lui échappe. Des six cartels qui dominaient le Mexique avant 2006, ils sont une douzaine à se battre avec acharnement pour des bouts de territoire toujours plus petits.

>> Voir notre éclairage : Le rapport de forces des cartels mexicains

Les narcos eux-mêmes savent que leur "œuvre" leur survivra. En avril 2010, Ismael Zambada, dit "El Mayo", numéro 2 du cartel de Sinaloa et un des hommes les plus recherchés du pays, a accordé un entretien retentissant au magazine *Proceso*. Il apparaît même en couverture, souriant, les bras autour du fondateur de la revue, Julio Scherer.

Dans ses colonnes, "El Mayo" Zambada affirme qu'il n'a pas peur d'être arrêté, parce qu'il sait que quelqu'un d'autre prendra immédiatement sa place et que ce "business", qui pèse près de 40 milliards de dollars par an, continuera. Pour la simple et bonne raison que l'intérêt de "millions" de personnes était en jeu. Selon les estimations de Vanda Felbab-Brown, experte du narcotrafic à la Brookings Institution, le trafic pèse entre 3 et 4 % du PIB du Mexique et emploie, directement ou indirectement, entre 40 et 50 % de la population

Surtout, la violence, concentrée originellement dans les six Etats qui jouxtent les Etats-Unis, s'est diffusée dans tout le pays. Les villes de Veracruz, dans l'est, et de Monterrey, ont été le théâtre de bains de sang en 2011. Des tendances qui confortent les experts qui estiment que la stratégie de militarisation ne parviendra qu'à déplacer le problème, et non à le régler.

Pour Vanda Felbab-Brown, il n'existe pas de réponse définitive sur la façon d'éradiquer la violence au Mexique. Une des possibilités serait, selon elle, d'arriver à une sorte de "narco-paix" entre cartels, un retour au statut-quo d'avant 2006. Elle admet que cette paix précaire "pourrait s'effondrer si le marché de la drogue change". Mais, ajoute-t-elle, les autorités n'ont, de toute façon, "aucun moyen de le contrôler".

MEXIQUE. La démilitarisation de la sécurité publique n'est pas réaliste, assure Héctor Aguilar Camín

LE MONDE.fr – Le blog de Paulo A. Paranagua – 20 mai 2012

<http://america-latina.blog.lemonde.fr/2012/05/20/la-demilitarisation-de-la-securite-publique-au-mexique-nest-pas-realiste-selon-hector-aguilar-camin/#xtor=AL-32280270>

Auteur de *La Mort à Veracruz* (Points) et d'autres romans non traduits en français, Héctor Aguilar Camín dirige la revue mensuelle *Nexos*, à la croisée du journalisme d'investigation et des sciences humaines.

Nexos a contribué à éclairer l'explosion des violences au Mexique, comparant les chiffres officiels à d'autres études empiriques. Depuis 2007, on compte plus de 50.000 homicides liés au crime organisé.

Héctor Aguilar Camín n'en avoue pas moins sa « stupeur » face « au sinistre tournoi de brutalités en vue de terroriser l'ennemi, quitte à dépasser toutes les limites ».

« Il y a une compétition macabre : si un cartel tue, l'autre répond en mutilant ses victimes, et le premier réplique en les mutilant encore vivantes. Nous sommes dans une spirale. Des jeunes assassins chargent les images de leurs forfaits sur une clé USB pour prouver à leurs chefs leur efficacité. »

L'horreur est presque quotidienne : « La froideur et l'indifférence routinière avec laquelle les criminels mettent en œuvre leur imagination sadique dépasse l'entendement. Nous n'arrivons pas à comprendre par quel processus social, psychologique ou moral ils en sont arrivés là. Lorsqu'on évoque le mal, c'est qu'une telle amoralité est au-delà de notre compréhension. »

Un criminel a dissous dans l'acide trois cents cadavres. Un mineur a tué plus de quarante personnes. « Les victimes sont dépossédées de toute humanité. Il ne s'agit plus de vengeance. Leur corps est utilisé comme objet, pour envoyer un message. »

La sociologie et l'histoire du Mexique offrent-elles des clés ? « Pareille cruauté révèle la perte des valeurs de solidarité et du sentiment d'appartenance à une communauté, répond Aguilar Camín. Une société et un système éducatif qui n'offrent pas d'opportunités, favorisent la fuite vers la violence. » Ainsi, « Ciudad Juárez, ville frontalière, n'a pas de tissu social ni de terreau pour la citoyenneté : ni églises, ni sports, ni familles. Les jeunes grandissent dans la rue, soumis à l'influence du plus malin ou du plus cruel. Les narcos leur offrent armes et argent. »

Cependant, Aguilar Camín accuse les médias de déformer la perception nationale et internationale des violences : « Le Mexique paraît plus dangereux que l'Irak, alors qu'il y a moins d'homicides qu'au Brésil ». Les médias auraient cédé à la facilité, consistant à rendre compte des atrocités, sans chercher les explications, sans faire du journalisme d'investigation.

Le Mexique est en campagne électorale, en vue d'élire le prochain président de la République et de renouveler le Congrès, le 1er juillet. Ni le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre), favori des sondages, ni le Parti d'action nationale (PAN, droite au pouvoir), ne pourront renoncer au déploiement des forces armées pour combattre les cartels. « La démilitarisation de la sécurité publique n'est pas réaliste, tant que le crime organisé disposera d'une telle capacité de nuisance, estime Aguilar Camín. Mais il faut

construire des polices efficaces et soumettre les militaires à la logique du pouvoir civil, les intégrer aux règles de la société et à la justice ordinaire. » Pour l'instant, ils relèvent des tribunaux militaires.

« L'armée n'a pas de vocation de pouvoir ni de tradition putschiste, mais elle a une longue histoire d'exécutions sommaires et de disparitions, ajoute le directeur de Nexos. Je crois que nous allons assister à l'émergence d'un mouvement de proches de disparus qui réclament une élucidation. Les corps non réclamés ne coïncident pas avec les listes de disparus. »

Soupçonné d'avoir été proche du résident Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), Héctor Aguilar Camín a toujours démenti : « Au Mexique, il n'y a jamais eu de conseiller du prince. A moins d'assumer des responsabilités politiques, aucun intellectuel n'a exercé la moindre influence sur le pouvoir. Un président mexicain a plus d'information que n'importe quel centre de recherches, privé ou public. Cependant, ma génération a commencé à accéder aux médias, à être présente dans les pages des quotidiens et à créer de nouveaux journaux. Par ce moyen, nous pouvons peser sur le débat public et sur les priorités de l'agenda politique. » A son avis, un « nouveau consensus » s'est dégagé au Mexique autour d'un certain nombre de questions : la démocratie comme seule forme légitime d'accéder au pouvoir, les droits de l'homme, des finances publiques capables d'éviter les catastrophes, l'insertion dans la mondialisation, la solidarité sociale et le désir de bien-être, l'exigence d'une éducation de qualité et, bien entendu, de sécurité publique.

Pour les narcotrafiquants, la terreur passe aussi par le Web

Le Monde.fr | 23.05.2012 - Par Luc Vinogradoff

Au Mexique, la guerre n'existe plus seulement dans les rues et les terrains vagues, le long de la frontière américaine et dans les mégapoles du Nord. Elle se passe également sur le Web, que les cartels de narcotrafiquants ont décidé d'investir pour menacer leur rivaux, les autorités et tout citoyen qui tente de dénoncer leurs crimes. En moins de trois mois, entre septembre et novembre 2011, la volonté des cartels de protéger leurs opérations et de "contrôler" leur image sur le Web s'est manifestée brutalement, par le meurtre de plusieurs blogueurs qui avaient eu le tort de leur tenir tête.

Le 13 septembre, un couple est retrouvé pendu à un pont dans la ville frontalière de Nuevo Laredo. A côté d'eux, une "narcomanta" (un message des cartels) signé des Zetas : "Ceci arrivera à toutes les balances sur Internet. Soyez avertis, on vous a à l'œil." Selon un journaliste local, forcé par les criminels à assister au meurtre puis à le relater, les victimes "n'étaient pas exactement des journalistes, ils bloguaient et ils twittaient".

Maria Macias Castaneda, 39 ans, était une membre active du site communautaire Nuevo Laredo en Vivo où, sous le pseudo NenaDLaredo (la fille2Laredo), elle postait des informations sur les violences dans sa ville et incitait d'autres internautes à faire de même. Le 24 septembre, son corps décapité est retrouvé dans le centre-ville. Sa tête est posée sur une statue, des claviers d'ordinateurs et des souris éparpillés tout autour. Le message, encore signé des Zetas : "OK Nuevo Laredo en Vivo et les réseaux sociaux. Je suis la fille de Laredo et je suis là à cause de mes messages et des vôtres." Mme Macias travaillait comme secrétaire dans un journal local, Primera Hora. Le quotidien n'évoquera sa mort que dans une brève, sans même citer son nom.

Le 9 novembre, un autre cadavre, présenté comme le modérateur du site Nuevo Laredo en Vivo, est retrouvé décapité. "Ça m'est arrivé pour ne pas avoir compris que je ne devais pas écrire sur les réseaux sociaux", disait le message laissé près du corps. Quelques jours plus tard, des messages sur le site démentaient que cette victime soit un membre, assurant qu'il s'agissait d'un "bouc émissaire pour faire peur aux autres". "N'ayez pas peur de dénoncer, écrivait un internaute sous le pseudonyme "Anon4024". C'est comme ça que des citoyens peuvent faire une différence dans cette ville." "Danlaredo" ajoutait : "Ne vous inquiétez pas, il n'y a aucune façon de connaître nos données car nous sommes anonymes (...). Suivez les règles, ne donnez aucune information personnelle !"

UNE VIOLENCE INOUIË

Depuis, aucun autre meurtre similaire impliquant un blogueur ou cyberactiviste n'a été recensé. Mais avec ces actes, une étape avait été franchie. Les cartels avaient toujours visé en priorité les journalistes, les responsables politiques locaux et les policiers, ceux qui pouvaient perturber leur trafic. Une nouvelle génération de Mexicains utilisant les réseaux sociaux pour dénoncer des crimes ou s'organiser face aux cartels a été ajoutée à la liste. "Ces meurtres de blogueurs étaient exceptionnels. Mais ils ne doivent pas cacher la réalité : le niveau actuel d'intimidation contre les journalistes, les blogueurs et les Twiterros [utilisateurs de Twitter] est absolument incroyable au Mexique", explique Shauna Dillavou, chercheuse spécialisée sur la présence des cartels mexicains sur les réseaux sociaux au Plessas Experts Network. En ligne, "les cartels ont une stratégie de communication très sophistiquée", explique-t-elle. Une partie consiste à vanter le style de vie du narcotrafiquant. MySpace, réseau musical qui a connu son apogée au milieu des années 2000, est une mine de narco-corridos, ces chansons à la gloire des trafiquants. "Sur Facebook, ils mettent des photographies de grosses voitures, de vêtements chers, de belles filles et de flingues en or. Ils glorifient leur style de vie devant la jeunesse mexicaine, et ils ont une influence considérable", ajoute Mme Dillavou, parlant de "narco-glam".

Beaucoup moins glamour, les vidéos mises en ligne par les cartels, montrant des règlements de comptes, des assassinats et des tortures. "Les premières vidéos, clairement inspirées des djihadistes d'Al-Qaida, sont apparues en ligne en 2006-2007, souligne Shauna Dillavou. C'étaient des vidéos d'interrogatoires de membres de cartels rivaux. Maintenant, c'est devenu d'une violence inouïe." Les vidéos servent autant à revendiquer un meurtre, à menacer ou à démentir des accusations. Clairement inspiré par ETA, le cartel de Jalisco Nouvelle Génération pose, armes à la main, devant un message au mur. Le cartel des Zetas est moins subtil. Quelques jours après la découverte de 49 cadavres sur une autoroute du nord du pays, une vidéo est apparue, montrant des hommes cagoulés jetant les corps sur le bitume dans la nuit. Une autre vidéo, non revendiquée, montre, sur fond de narco-corrido, un homme se faire couper l'appareil génital, avant de se faire arracher le visage et se faire décapiter par des hommes en tenue militaire. Le degré de violence va de pair avec la portée du message. "Les cartels ont très vite compris que si leurs messages étaient en ligne, ils toucheraient bien plus de gens, pas seulement les locaux. Désormais, ils opèrent avec l'intention que tout le monde le sache, de Tamaulipas à Mexico", note Mme Dillavou.

UTILISATION DE TWITTER AU MEXIQUE : + 7 812 % EN TROIS ANS

Le Web reste un des derniers terrains où les Mexicains peuvent tenir tête aux cartels. "Historiquement, il y a toujours eu une culture de l'entraide en ligne au Mexique contre l'activité des cartels, même avant les réseaux sociaux, avec les forums et le mail. C'était vrai surtout dans les zones très violentes, près de la frontière, comme Juarez et Tamaulipas. Maintenant, c'est beaucoup plus rapide, réactif et organisé", explique Shauna Dillavou.

Cette pratique a été confortée par l'explosion de l'accès à Internet. Selon les données de l'Association mexicaine d'Internet (AMIPCI), le nombre d'utilisateurs a doublé depuis 2005 pour atteindre 35 millions, soit près de 30 % de la population. Quand à Twitter, il est passé de 32 000 utilisateurs en 2009 à près de 2,5 millions.

Beaucoup de journaux locaux ont jeté l'éponge pour ce qui est de la couverture des violences liées au narcotrafic. Par peur des représailles, ou tout simplement parce que les cartels sont si implantés localement qu'ils décident eux-mêmes des sujets à traiter. "La une de beaucoup de journaux locaux ne reflète en rien la réalité, ou alors c'est une réalité que les cartels leur ont dit de relater, confirme Shauna Dillavou. Les seuls endroits pour savoir ce qu'il se passe vraiment sont les grands journaux nationaux basés dans la capitale, mais surtout les blogs et les réseaux sociaux."

Des blogs comme El Blog del Narco, Frontera al Rojo Vivo, Borderland Beat ou Narco Trafico en Mexico sont de facto devenus les seules sources d'information sur le sujet pour une immense partie de la population, quitte à être des courroies de transmission pour les cartels, qui les alimentent en vidéos et photographies sordides. Preuve qu'une demande existe, El Blog del Narco figure parmi les 300 sites les plus visités au Mexique.

"DANS TRÈS PEU DE TEMPS, ILS MAÎTRISERONT TOTALEMENT CES TECHNOLOGIES"

Au-delà des blogs, les internautes mexicains utilisent les réseaux sociaux pour s'organiser face à la violence qui sévit dans leur pays. Twitter, en particulier, est devenue un outil primordial pour se prévenir en cas de danger. Les utilisateurs "annoncent", "confirment" ou retweetent dès qu'une fusillade ou un kidnapping a lieu. A chaque ville son hashtag : #reynosafollow pour Reynosa, #mtyfollow pour Monterrey, #verfollow pour Veracruz.

Bien entendu, les cartels utilisent ces mêmes réseaux sociaux, se faisant passer pour des citoyens concernés afin de savoir où se trouvent les forces de police ou des cartels rivaux. D'autres vont jusqu'au phishing, une technique pour récupérer les données privées d'un internaute à son insu, afin de connaître l'identité de ceux qui les dénoncent.

Cité par Reuters, un journaliste basé à Tamaulipas, une des villes les plus touchées par les règlements de compte entre narcos, assure que ceux-ci "ont des experts en communication qui surveillent les sites Web, les blogs, les appels téléphoniques et les réseaux sociaux quotidiennement". Shauna Dillavou confirme l'intérêt de ces organisations criminelles pour le cyberspace. "Les cartels recrutent des jeunes ingénieurs sortis d'école, sans leur dire ce qu'ils vont faire. Jusqu'à ce qu'ils se retrouvent dans la maison d'un gros bonnet et forcés à travailler pour eux, explique-t-elle. Dans très peu de temps, ils maîtriseront totalement ces technologies."

Après les meurtres sauvages des blogueurs en 2011, des cyberactivistes mexicains avaient publié un "Manifeste Twitter", appelant la communauté internationale à l'aide. "Nous avons été abandonnés par les autorités locales et fédérales dans cette bataille inégale face aux trafiquants de drogue", déclaraient-ils. L'appel est resté sans réponse. La stratégie du gouvernement mexicain face aux cartels est unidimensionnelle, militaire. "Sur Internet, leur priorité est de lutter contre la pédophilie. Ils ne s'intéressent absolument pas aux réseaux sociaux. Ils ne savent même pas comment ça marche", regrette Mme Dillavou. L'administration de Felipe Calderon a tout de même consenti à occuper un certain espace numérique. Avec une série d'animation en dix épisodes vantant la bravoure des policiers mexicains sur fond d'électro minimaliste. Une façon de "mieux comprendre le phénomène du crime organisée" et gagner "cette guerre culturelle", selon un porte-parole du ministère de l'intérieur.

PAYS-BAS. Un joint ? Montre-moi ton passe d'abord !

COURRIER INTERNATIONAL - 02.05.2012 | Marten Van de Wier | Trouw

Pour lutter contre le narcotourisme, les Pays-Bas ont mis en place un "passe cannabis" qui autorise l'entrée dans les coffee shops. En principe, il est facile à obtenir : il suffit de prouver qu'on habite le pays. Un journaliste néerlandais a tenté l'expérience : pas si simple...

Le videur est débordé. La plupart des clients du coffee shop The Grass Company rentrent chez eux bredouilles. "Tu as pensé à apporter un extrait du registre de l'état civil ?" me demande aussi le videur. J'y ai pensé. Je suis une des rares personnes à pouvoir entrer.

Depuis le 1er mai 2012, pour se rendre dans un coffee shop du sud des Pays-Bas, il faut être inscrit. Et on ne peut s'inscrire que si l'on habite aux Pays-Bas. Ivo Opstelten, ministre de la Sécurité et de la Justice, entend ainsi chasser les narcotouristes. Voilà pourquoi je me suis mis en quête d'un passe cannabis dans la ville où j'habite, Tilburg. Cela n'a pas été une mince affaire, car les coffee shops ne sont pas tous prêts à se plier au système.

Fermeture temporaire

La première étape a consisté à me procurer un extrait du registre de l'état civil pour prouver que je réside bien aux Pays-Bas. "Vous en avez besoin pour quel usage ?" m'a demandé la personne au guichet de la mairie. Je n'ai pas souhaité le lui dire, car je tiens à ma vie privée. Le fonctionnaire a tapoté de mauvaise grâce sur les touches de son clavier. "Il y a plusieurs types d'extrait", a-t-il poursuivi d'un air renfrogné. "Je dois savoir de quel type d'extrait vous avez besoin." Quand j'ai fini par le lui expliquer, son visage s'est illuminé d'un sourire. "Il y a pire, vous savez", a-t-il dit.

Sur le trottoir devant le coffee shop Toermalijn est rassemblé un groupe d'employés et de clients. La police vient d'effectuer un contrôle. Le coffee shop n'a pas dressé de liste de ses membres et a accueilli des étrangers. Willem Vugs a fermé temporairement son établissement. "Les gens sont des dégonflés. Il faut qu'ils se révoltent." Il pense rouvrir dans le courant de la semaine. En attendant le procès, face aux protestations, il va tout de même inscrire les clients. Il ne sait pas vraiment comment il va s'y prendre : les lecteurs de passeport qu'il a commandés il y a deux semaines ne sont pas encore arrivés.

Stockage des données

A Tilburg, beaucoup de coffee shops sont restés fermés le 1er mai pour témoigner leur solidarité à Willem Vugs. A défaut d'un autre choix, je me rabats sur The Grass Company pour obtenir mon passe. Jasper Rutten, le gérant de l'établissement, est installé dans le hall d'entrée avec un ordinateur portable. Il inscrit mon nom, ma date de naissance et mon adresse dans une base de données. Il n'accepte pas la photocopie de mon extrait du registre de l'état civil. Il veut l'original, qu'il n'a pas l'intention de me restituer. "Nous allons le conserver dans un coffre", dit-il. Est-ce bien nécessaire ? Rien n'est moins sûr. Mais Jasper Rutten préfère ne pas prendre de risques.

Les informations me concernant sont stockées uniquement dans l'ordinateur portable, me dit-il. Celui-ci n'est pas connecté à un réseau. "Mais deux personnes y ont accès, précise-t-il. Et, si la police vient, nous lui montrerons une sortie papier." On lui a posé aujourd'hui beaucoup de questions relevant de la vie privée. "Nous ne sommes pas d'accord, souligne-t-il, mais nous avons le couteau sous la gorge." Dommage : on ne me donne pas de vrai passe cannabis. Dans presque toutes les municipalités, le passeport sert de carte d'accès.

Bienvenue au club

Les clients se contentent pour la plupart de venir chercher leur joint au guichet, mais il y en a toujours quelques-uns assis dans la salle. Pas aujourd'hui. Pour consommer une boisson ou un encas, il faut aussi être membre. Rick Verwiël, le barman, et Amée, son collègue, s'ennuient. "Aujourd'hui, tout ce que nous avons fait, c'est le ménage de fond en comble", soupire Amée, qui frotte une pile de menus. "D'habitude, je n'arrête pas de servir des cocos", dit Rick.

Environ 70 % des clients viennent aujourd'hui pour rien, selon l'estimation du gérant Jasper Rutten. "Je n'ai encore jamais vu autant de têtes déçues. Il y a aussi des réactions de colère et d'incompréhension : 'Tu plaisantes ! C'est ridicule !' Il a inscrit aujourd'hui une trentaine de membres, et ces derniers jours une trentaine également. Cela ne représente rien par rapport au nombre habituel de visiteurs. Les heures qu'assurent les employés qui travaillent à temps partiel ont déjà été réduites.

Rick me sert un thé et fait un large geste des deux bras dans le coffee shop par ailleurs désert. "Bienvenue au club !"

RUSSIE. Réforme agraire surprise à Moscou

LIBERATION – 1er juin 2012 - (AFP)

Un champ de cannabis a été découvert près d'une station de métro en plein Moscou, planté à son insu par la mairie, rapporte vendredi le quotidien officiel Rossiïskaïa Gazeta.

Ce champ a été découvert près de la station de métro Borissovo dans le sud de Moscou, où les autorités locales avaient décidé de mener des travaux d'aménagement et de semer du gazon, rapporte-t-il. Cependant, il est apparu que c'est de « "l'herbe" qui a poussé à la place du gazon », renchérit le service fédéral de contrôle des narcotiques dans un communiqué. Les agents de ce service ont alors dû « s'essayer à la profession d'horticulteurs », en déterrants près de 230 plants. Le service de lutte contre la drogue tente désormais de déterminer la région d'où provenait le terreau épandu avant le semis et si les semences de cannabis s'y trouvaient, ajoute cette même source. Les autorités n'excluent pas non plus que des amateurs moscovites aient profité du semis de ce gazon pour y ajouter du cannabis à des fins personnelles.

DROGUES LEGALES

TABAC. 5 millions de morts par an : faut-il interdire le tabac ?

RUE89 – 26 mai 2012 – par Sophie Verney-Caillat

La journaliste et médecin Martine Perez demande la prohibition de la cigarette, qui tue davantage que le sida, le Mediator ou la catastrophe de Fukushima.

Y a-t-il une hiérarchie dans les scandales de santé publique et est-ce le nombre de morts qui fait l'ampleur du scandale ? C'est ce qu'affirme la médecin et journaliste Martine Perez dans son livre paru le 15 mai « Interdire le tabac, l'urgence ».

La rédactrice en chef des pages santé du Figaro y prône une prohibition du tabac, une idée déjà suggérée par Jacques Attali. Le principal argument : c'est le fléau le plus mortel de l'époque, et toutes les politiques actuelles sont inefficaces à le vaincre.

Le tabac tue 5 millions de personnes dans le monde chaque année, dont 60 000 en France, soit « le crash d'un avion de ligne sur notre territoire chaque jour ». Il a fait « 100 millions de morts au XXe siècle », plus que le sida et le paludisme réunis, et « pourrait faire 1 milliard de morts au XXIe siècle ». Rien que ça !

Le principe de précaution aux orties

A côté du tabac, les récents scandales sanitaires seraient d'une gravité toute relative :

- Le Mediator, qui a fait la une des journaux, est tenu pour responsable de 500 à 2 000 décès en trente ans, période pendant laquelle le tabac a fait « 1,8 million de morts ».
- La catastrophe de Tchernobyl aurait causé le décès par cancer de 4 000 personnes, celle de Fukushima un nombre « bien plus faible encore ». Elles ont pourtant permis d'engager le débat sur la « sortie du nucléaire », alors que personne ne se mobilise pour la « sortie du tabac ». Pourquoi un tel décalage, interroge l'auteur ?
 - ♣ Les experts sont divisés sur les antennes-relais, dont « les éventuels dangers paraissent bien maigres » – « si le risque du téléphone portable était autre que négligeable, une explosion des cancers du cerveau aurait dû être observée », écrit-elle. Une position un peu rapide : on manque encore d'études mesurant tous les effets des ondes sur la santé.
 - ♣ « Le gouvernement, sous la pression de lobbies écologistes, a cédé à une peur fantasmagorique et interdit la culture des OGM », écrit-elle dans un violent réquisitoire. La journaliste vante « les performances » des OGM, à l'heure où en Inde, on s'aperçoit des promesses non tenues de cette culture.
 - ♣ « En raison de risques démontrés uniquement expérimentalement et d'ailleurs difficilement, il a été décidé de proscrire le bisphénol A dans les biberons », écrit-elle aussi. Or, une récente étude sur les singes (et non plus sur les souris) vient de confirmer le lien entre bisphénol A et cancer du sein. Il n'est donc pas trop tôt pour appliquer le principe de précaution.

Ce qui pointe derrière cet agacement pour le succès médiatique de ces causes, c'est une attaque du « principe de précaution ». Grâce à ce dernier, inscrit dans la constitution en 2005, des produits susceptibles de présenter un danger pour la santé humaine peuvent être retirés du marché. Alors, comment comprendre que le tabac, à la dangerosité avérée, soit autorisé ?

Les enfants déjà protégés, les pauvres oubliés

Les fumeurs peuvent plaider leur droit à s'intoxiquer librement, d'autant qu'il est indiqué en gros sur les paquets de cigarette que « Fumer tue ». Martine Perez prétend que les fumeurs ne sont pas libres au nom du « pouvoir hypnotique et chimique du tabac, [qui] transforme une soi-disant liberté en dépendance ». Or le tabac n'a pas plus de pouvoir hypnotique que tout produit addictif.

De plus, si la motivation première du livre est de protéger les enfants, il est étrange qu'il omette purement et simplement de mentionner que la vente de tabac est interdite aux mineurs aux mineurs de moins de 16 ans depuis 2003 et de moins de 18 ans depuis 2010.

Le livre a le mérite en revanche de souligner que « le tabagisme est de plus en plus une addiction des pauvres dans les pays occidentaux et une addiction des pays pauvres ».

Le scandale de santé publique se double d'un scandale social : la hausse des prix du tabac a eu pour

conséquence de faire plus fumer les pauvres et moins les riches. Le taux de fumeurs atteint 29% chez les cadres et professions intellectuelles supérieures en 2008 (contre 36% en 2000), mais 49% chez les chômeurs (contre 44% en 2000).

Faut-il faire des fumeurs des délinquants ?

Interdire le tabac dans un horizon de dix ans est réaliste, selon Martine Perez. Des pays comme la Finlande, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont pris le chemin de l'éradication avec deux angles d'attaques efficaces :

- ⤴ enlever toute image positive du tabac en uniformisant les paquets de cigarettes,
- ⤴ enlever l'envie d'imitation en interdisant totalement de fumer dans la rue.

L'auteur voudrait aussi interdire de fumer aux femmes enceintes, dans une voiture ou chez soi si un mineur s'y trouve. La prohibition totale, telle qu'elle fut appliquée à l'alcool aux Etats-Unis de 1919 à 1933 s'est soldée par un échec : non seulement le nombre de morts lié à l'alcoolisme a monté – les consommateurs s'étaient rabattus sur des produits plus forts –, mais en plus l'Etat s'est trouvé confronté à une recrudescence de la délinquance liée au marché noir.

D'ailleurs, l'Organisation mondiale de la santé a choisi de ne pas suivre cette voie : la convention-cadre pour la lutte antitabac, adoptée en 2005, premier traité sur le sujet, prône une réduction de l'offre et de la demande mais exclut toute interdiction, jugée inefficace dans un contexte de mondialisation.

Chez les scientifiques, l'interdiction n'est pas jugée réaliste, comme l'indique une étude du British Medical Bulletin de 2006, intitulée « Tobacco control : present and future », qui conclut : « Il sera malheureusement difficile de limiter le nombre de morts liés au tabac à 5 millions par an. »

La principale piste suggérée par les auteurs est un changement de législation qui rendrait l'industrie du tabac responsable des décès et l'obligerait à en payer les conséquences. C'est déjà un peu le cas puisque par le Master Settlement Agreement, signé aux Etats-Unis en 1998, les majors du tabac se sont engagées à payer 246 milliards de dollars sur vingt-cinq ans. Autrement dit, à participer au financement de ses méfaits.

Guerre secrète du tabac : la "French connection"

LE MONDE SCIENCE ET TECHNO | 25.05.2012 - Par Stéphane Foucart et David Leloup

Le 19 juin 1989, Keith Teel, avocat au cabinet Covington & Burling, écrit un mémo confidentiel à plusieurs hauts cadres de Philip Morris. "Depuis un certain temps, écrit-il, nous travaillons à recruter des scientifiques français qui pourraient nous aider sur le problème de l'ETS environmental tobacco smoke, littéralement 'fumée ambiante du tabac'. La semaine dernière, en France, chez John Faccini, les membres de notre groupe britannique ont rencontré quatre scientifiques français qui, espérons-le, formeront [en France] le noyau dur d'un groupe de sept à neuf consultants sur la question de la qualité de l'air intérieur et de l'ETS."

La rencontre qu'il y détaille a lieu chez un consultant d'origine britannique installé en France, ancien du groupe Pfizer devenu directeur de l'Institut français de toxicologie, une société privée installée à Lyon. Elle donne le coup d'envoi de la participation occulte d'un petit groupe de chercheurs français à une vaste campagne de propagande scientifique pour dédouaner le tabagisme passif de ses méfaits. Une plongée dans les documents internes que les cigarettiers américains ont depuis été contraints, par décision de justice, de rendre publics, offre un aperçu fascinant et inédit des "French connections" de cette conjuration.

Mais pour comprendre le "problème de l'ETS" qu'évoque l'avocat dans son mémo, il faut d'abord revenir en 1981. Cette année-là, le 17 janvier, le *British Medical Journal* publie les résultats d'une grande enquête épidémiologique montrant, sans ambiguïté, le lien entre tabagisme passif et cancer du poumon. L'étude menée par Takeshi Hirayama (Institut national de recherche sur le cancer, Tokyo) est solide. Plus de 91 000 femmes, non fumeuses et âgées de plus de 40 ans, recrutées sur l'ensemble du territoire nippon ont été suivies pendant près de quinze années : celles qui partagent la vie d'un fumeur montrent un risque de cancer pulmonaire accru, proportionnel à la quantité de cigarettes quotidiennement consommées par leur compagnon... Dans les années suivantes, une abondante littérature confirmera et renforcera ce constat. Pour les cigarettiers, le risque se concrétise vite. Dès le milieu des années 1980, une trentaine d'Etats américains considèrent que les preuves scientifiques apportées suffisent à bannir la cigarette des lieux publics. D'où une baisse de la consommation. La réaction ne se fait pas attendre. Pour éviter la contagion, les industriels mettent sur pied un réseau mondial de ceux qu'ils nomment dans leurs documents internes les "blouses blanches" : des scientifiques secrètement rémunérés par eux comme consultants. "Le but de ce programme était d'identifier, de former et de promouvoir des scientifiques, médecins ou ingénieurs qui ne seraient pas assimilés à l'industrie par le public", expliquent Joaquin Barnoya et Stanton Glantz (université de Californie à San Francisco), deux des meilleurs connaisseurs des stratégies de l'industrie cigarettière, dans une analyse publiée en 2005 dans l'*European Journal of Public Health*. De fait, pour n'avoir aucun contact direct avec les cigarettiers, c'est le cabinet d'avocats Covington & Burling, mandaté par Philip Morris, qui s'occupe de recruter les "blouses blanches", de les payer, de les défrayer et de rendre compte de leurs activités.

Un mémo interne de Philip Morris, daté d'avril 1988, décrit en termes simples l'objectif du projet : "Il permettra de continuer d'utiliser l'argument selon lequel il n'y a pas de preuve scientifique convaincante que l'ETS représente un risque pour les non-fumeurs." Une autre note interne, datée de février de la même année, explique qu'il devra "dispenser les suspicions de risques" - en mettant systématiquement en avant d'autres polluants de l'air intérieur.

Qui sont les "quatre scientifiques français" mentionnés par Covington & Burling dans le mémo de juin 1989 ? Le message de l'avocat ne précise pas le nom de ces "consultants" français. Quelques mois plus tard, Philip Morris fait organiser à Montréal (Canada) un "symposium international sur l'ETS". La conférence semble d'abord un événement scientifique "normal" : elle se tient dans les murs d'une prestigieuse institution - l'université McGill - et est financée par une organisation au nom rassurant - l'Institute for International Health and Development (IIHD). La "conférence de McGill" est aujourd'hui citée comme un modèle de manipulation de la science et d'"industrie du doute".

Car non seulement l'IIHD était une organisation-écran de l'industrie du tabac, non seulement les portes de l'université McGill avaient été ouvertes par le toxicologue Donald Ecobichon, un professeur de l'institution financée par les cigarettiers, mais la totalité des quelque 80 participants étaient invités, et payés ou défrayés, par Covington & Burling. Les "tobacco documents" mentionnent parmi eux quatre Français : André Fave, présenté comme un vétérinaire sans affiliation académique, Roland Fritsch et Guy Crépat, professeurs de biologie à l'université de Bourgogne, et Alain Viala, professeur à la faculté de pharmacie de Marseille...

Comment évaluer leur rôle ? D'abord, leur seule présence sur la liste des participants contribue à donner un caractère international à l'événement, gage de crédibilité. Dans un rapport d'activité adressé à ses commanditaires, Covington & Burling se félicite ainsi que "quelque 30 scientifiques européens de sept pays différents" aient participé à l'événement. Ensuite, il s'agissait pour les quatre Français de se "former" à la rhétorique de l'industrie. De fait, dans le mémo de juin 1989, Covington & Burling déplore que les scientifiques français approchés, bien que désireux de s'investir, soient désarmés sur le terrain du tabagisme passif. Dès lors, écrivent les avocats de Covington & Burling, "nous avons pensé qu'il serait utile qu'ils échangent avec plusieurs de nos scientifiques britanniques plus avertis". Lesquels sont présents en masse à Montréal.

Quant à l'utilité de la conférence, elle ne fait aucun doute : Covington & Burling précise que le compte rendu, édité sous forme de livre, a été distribué en Europe à "des journalistes et des parlementaires". Quelque 400 copies ont été ainsi écoulées. Or les conclusions du conclave sont, bien sûr, que le tabagisme passif est "un sujet controversé", en raison "du peu de confiance dans les publications", de "l'impossibilité à conclure" du fait des "biais introduits dans les travaux sur l'ETS"... Bref, qu'il n'y a encore nulle raison d'exclure la cigarette des lieux publics. Dans les documents internes du Tobacco Institute - un think tank financé par les majors du tabac -, on trouve ainsi une lettre type exposant les conclusions de la "conférence de McGill" adressée à plusieurs dizaines de journalistes américains de la presse nationale et régionale identifiés comme "équilibrés" ou "favorables"...

Les quatre Français présents à Montréal en novembre 1989 ont continué, dans les années suivantes, à percevoir de l'argent de Covington & Burling. Et dès 1990 d'autres Français les rejoignent sur les listes de consultants dressées par le cabinet d'avocats. On y trouve Dominique Bienfait (chef du service aérolique et climatisation du Centre scientifique et technique du bâtiment), André Rico (toxicologue à l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse, légion d'honneur 1998), Georges Tymen (spécialiste des particules en suspension dans l'atmosphère à l'université de Brest), John Faccini (alors président de la Fédération internationale des sociétés de toxicologues-pathologistes) ou encore Jacques Descotes (aujourd'hui directeur du Centre antipoison - Centre de pharmacovigilance du CHU de Lyon)...

Seule une part des émoluments des "blouses blanches" françaises figure dans les "tobacco documents", les archives de l'industrie n'étant encore pas intégralement numérisées. Le bilan 1991 de Covington & Burling indique par exemple que les sommes offertes à chacun varient considérablement, des modiques 2 279 francs suisses (2 580 euros courants) de M. Descotes, qui n'a semble-t-il joué qu'un rôle mineur dans le dispositif, aux 46 445 francs suisses (52 584 euros courants) de M. Faccini, discrètement versés sur un compte en Suisse. La moyenne se situe sur 1991 autour d'une dizaine de milliers de francs suisses par consultant. Ces rémunérations sont toutefois très inférieures à celles des consultants britanniques dont certains sont payés jusqu'à dix fois plus.

Ces sommes ne sont pas des crédits de recherche. A quels services correspondent-elles ? Souvent, les documents ne l'explicitent pas. "J'ai été contacté, au début des années 1990, par un toxicologue britannique du nom de George Leslie qui m'a proposé de faire partie d'un groupe de scientifiques intéressés par l'étude de la pollution de l'air intérieur, raconte Jacques Descotes, seul "consultant" que nous ayons réussi à joindre

et à faire réagir à sa présence dans les "tobacco documents". J'ai accepté, mais mon seul contact a toujours été George Leslie et je n'ai jamais eu de liens avec Philip Morris ou Covington & Burling. Je n'ai jamais été payé. Les 2 279 francs suisses dont il est question dans les documents sont vraisemblablement les frais liés aux coûts de mes participations à des conférences."

Un courrier d'avril 1992, envoyé par George Leslie à Covington & Burling, indique toutefois que M. Descotes a facturé des honoraires pour sa présence à une conférence à Athènes (Grèce) en 1992, sans toutefois en préciser le montant. Pour ce même événement, André Rico et Alain Viala ont réclamé 4 000 francs français (830 euros courants) par jour, comme le montrent les factures qu'ils ont établies à l'intention de George Leslie... Toutes ces réunions scientifiques sur la qualité de l'air intérieur sont co-organisées par l'association Indoor Air International (IAI), dont George Leslie est le coordinateur. Les "tobacco documents" l'indiquent sans ambiguïté : tout est financé par l'argent du tabac et mis en musique par George Leslie, sous la supervision de ses maîtres. Ces conférences sont l'un des éléments-clés de la stratégie des cigarettiers pour relativiser les risques liés au tabagisme passif.

"Au début, j'avoue ne pas m'être trop posé la question de la provenance de tout cet argent qui servait à organiser ces conférences, toujours tenues dans des cadres agréables. Je n'ai appris qu'incidemment, par un autre membre du groupe, que l'argent provenait de Philip Morris, poursuit M. Descotes. Au départ j'ai imaginé que l'objectif était de constituer un réseau de taupes dans la communauté scientifique et médicale, des sortes d'agents dormants qui pourraient être "réveillés". Comme je n'avais pas l'intention d'être jamais "réveillé", cela ne me posait pas de problème. Aujourd'hui encore, je ne comprends pas l'intérêt qu'ils pouvaient avoir dans l'organisation de ces conférences sur l'air intérieur puisque aucun de nous n'était spécialiste du tabac et qu'il n'était presque jamais question de tabagisme passif..."

L'explication est simple. On la trouve notamment dans un mémo de 1990 de Covington & Burling adressé à Philip Morris, présentant une conférence à venir à Lisbonne (Portugal) : "Le centre d'intérêt ne sera pas le tabac, ce sera plutôt de montrer l'insignifiance de la fumée ambiante de la cigarette, en mettant en avant les vrais problèmes de qualité de l'air", écrit Covington & Burling. Après Montréal et Lisbonne, le cabinet se félicite, dans la même note interne, de voir venir d'autres conclaves sur le sujet, organisés ou noyautés par ses "blouses blanches" : Budapest, Hanovre, Milan, Visby, Windsor, Oslo...

Et en France ? En 1995, 1998 puis 2001, Guy Crépat et Roland Frisch (université de Bourgogne) organisent au sein de leur institution de telles conférences sur l'air intérieur. Aux côtés d'Indoor Air International (IAI) apparaissent comme co-organisateurs deux associations scientifiques sans lien avec le tabac : la Société française de toxicologie (SFT) et l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA). Mais l'organisation est sous influence. En 1995, près de la moitié des 18 membres du comité technique de la conférence sont des consultants payés ou confortablement défrayés par l'argent du tabac. En 1998, ils sont cinq sur six ; en 2001, ils sont quatre sur quatre.

Résultat ? Là encore, les scientifiques qui y participent parlent de tout ce qui peut polluer l'air intérieur - "allergènes animaux", "champignons et moisissures", "émanations des moteurs Diesel", "virus et bactéries", "radon", etc. - sauf du tabagisme passif.

Au contraire du faux colloque de McGill, ces conférences voient la participation d'une majorité de scientifiques sans lien avec le tabac, venant simplement présenter leurs travaux. Mais en excluant ou en marginalisant le tabagisme passif, les "blouses blanches" de l'IAI - qui deviendra plus tard l'International Society of the Built Environment (ISBE) - parviennent à diluer, voire à faire disparaître les risques liés à la fumée de cigarette... Dans un mémo adressé à Philip Morris en 1990, Covington & Burling l'explique sans fard : "Nos consultants ont créé la seule société scientifique au monde qui traite des questions de qualité de l'air intérieur."

D'où le rôle des cigarettiers dans la construction de l'ensemble d'un domaine de recherche et sa perception par le public, les décideurs... et les médecins eux-mêmes ! "Jusqu'en 2005, de nombreux collègues de l'Académie de médecine, tout à fait honnêtes, me demandaient si j'étais sûr que le tabagisme passif relevait bien de la santé publique et pas plutôt de la politesse", confie le professeur Gérard Dubois (CHU d'Amiens), pionnier français de la lutte contre le tabac.

La société savante en question - l'ISBE, donc - fonde même une revue scientifique, Indoor and Built Environment. Mais là encore, les dés sont pipés. Une étude dirigée par David Garne (université de Sydney, Australie) parue en 2005 dans The Lancet a montré qu'Indoor and Built Environment publiait une large part de travaux menés par des consultants du tabac aux conclusions favorables à l'industrie. La revue valorise aussi les "blouses blanches" qui ne parviennent pas à publier dans d'autres revues scientifiques. Selon la base de données Scopus, Guy Crépat a publié cinq articles dans toute sa carrière, dont quatre dans Indoor and Built Environment. Son compère Roland Fritsch en a un total de quatre à son actif, dont trois dans la fameuse revue...

Contrôle sur le contenu de conférences, contrôle sur une revue savante : l'industrie du tabac a donc eu entre ses mains d'utiles ficelles. Mais ce n'est pas tout. En juin 1990, la panique s'empare des cigarettiers : l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) vient de conclure que la fumée de cigarette est

un cancérigène avéré et que 3 800 Américains meurent chaque année du tabagisme passif. Ces conclusions - provisoires - sont ouvertes aux commentaires. L'industrie active ses troupes. Comme d'autres, Guy Crépat et John Faccini se muent en lobbyistes internationaux et, sans déclarer leurs liens financiers avec les cigarettiers, soumettent chacun un commentaire très critique envers la méthodologie de l'EPA. Dans sa contribution, Guy Crépat critique les statistiques utilisées par l'agence américaine, bien que n'ayant lui-même jamais publié de travaux de biostatistiques... A l'appui de son argumentaire, il cite également, en annexe, une publication d'Alain Viala, autre "blouse blanche" française de l'industrie... De son côté, John Faccini adresse en guise de commentaire à l'EPA la version anglophone de l'un de ses articles, écrit à la demande des industriels.

Après le lobbying transatlantique, place à l'entrisme local. Certains consultants s'immiscent dans l'APPA - qui, elle, n'a aucun lien avec les cigarettiers. Cette association de médecins et de scientifiques est un interlocuteur-clé des pouvoirs publics sur les questions de qualité de l'air. Au début des années 1990, Alain Viala devient président de son comité régional PACA-Marseille. Choquée, l'actuelle direction de l'APPA dit n'avoir jamais été informée d'un tel conflit d'intérêts, mais précise que l'association s'est séparée de M. Viala voilà plusieurs années, à la suite de la découverte d'autres malversations qui se sont soldées devant la justice...

Son implication dans l'APPA et son titre de professeur donnent à M. Viala toute légitimité à s'exprimer dans la presse. Le Parisien le cite le 18 octobre 1991 : il y déclare que "les risques de cancer [dû au tabagisme passif] ne sont pas certains". A l'Agence France Presse (AFP), il assure à la même époque qu'il n'y a pas de "démonstration convaincante que l'exposition à la fumée ambiante du tabac augmente les risques de cancer chez les non-fumeurs". Le professeur de médecine Stanton Glantz, spécialiste des stratégies des majors de la cigarette, y voit "la rhétorique classique de l'industrie" et note que les termes employés par M. Viala, "fumée ambiante du tabac", sont une expression inventée par les cigarettiers.

En France, fumer dans les lieux publics a été interdit en 2007, vingt et un ans après que les autorités sanitaires fédérales américaines ont reconnu le lien entre plusieurs maladies et le tabagisme passif. Quel est le bilan de celui-ci, en France, lors de ces deux décennies? Dans un récent Bulletin épidémiologique hebdomadaire, l'épidémiologiste Catherine Hill (Institut Gustave-Roussy) estime qu'en 2002 environ 1 100 non-fumeurs en sont morts. C'est l'une des estimations les plus basses, d'autres donnent le triple. Supposons - hypothèse basse - que l'exposition hors domicile soit responsable de la moitié du bilan : entre 1986 et 2007, le doute savamment entretenu par l'industrie serait alors responsable de quelque 10 000 morts. Et sans doute bien plus.